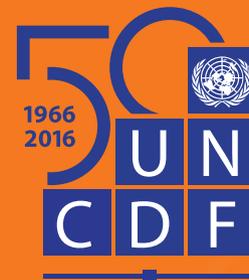


RAPPORT ANNUEL
2015



Unlocking Public and Private
Finance for the Poor

METTRE LA FINANCE AU SERVICE *des* PAUVRES



RAPPORT ANNUEL
2015



Unlocking Public and Private
Finance for the Poor

METTRE LA FINANCE AU SERVICE *des* PAUVRES

© 2016 UNCDF

Publié par l'unité Partenariats, Politique et Communication
du United Nations Capital Development Fund — UNCDF
Two UN Plaza, 26th Floor
New York, NY 10017 – USA

Tous droits réservés.

Les désignations employées et la présentation adoptée sur
les cartes et les graphiques contenus dans cette publication
ne sauraient être interprétées comme exprimant une prise
de position de la part du Secrétariat des Nations Unies ou de
l'UNCDF quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou
régions ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières
ou limites.

Tous les montants cités dans le présent document sont
présentés en dollars des États-Unis (\$), sauf indication contraire.

Photo de couverture : © UNCDF

SOMMAIRE

Avant-propos de la Secrétaire Exécutive	4
Ouvrir la voie au programme de développement durable à l'horizon 2030:	
Notre contexte de travail	8
4 programmes, 1 mission: débloquer les financements privés et publics au profit des pauvres	10
Résultats 2015 : De l'innovation au déploiement à grande échelle	16
Économie verte	18
Sécurité alimentaire et nutrition	24
Émancipation économique des femmes et des jeunes	26
Infrastructures et services	32
Inclusion financière et innovation	34
Points saillants des résultats sélectionnés en 2015	42
Partenaires et ressources	45
Structure de financement en quatre volets de l'UNCDF	49
Quelle opinion nos partenaires ont-ils de nous?	52
Regard sur l'avenir de l'UNCDF	53

AVANT-PROPOS

DE LA SECRETAIRE EXECUTIVE

L'année 2015 a marqué un tournant pour le développement international. Elle a inauguré le Programme d'action d'Addis-Abeba, le Programme de développement durable à l'horizon 2030, et l'Accord de Paris sur le changement climatique, entre autres accords internationaux. Ces événements témoignent ensemble d'un engagement mondial renouvelé à relever les défis les plus pressants de notre époque d'une manière intégrée, et à veiller à ce que tous les pays et tous les segments de la population soient en mesure de mener une vie meilleure et plus productive tout en protégeant notre planète. Ils ouvrent également de vastes possibilités aux pays les moins avancés (PMA), à l'heure où ces derniers cherchent à réaliser leur ambition de rejoindre les rangs des pays à revenu intermédiaire dans le cadre du Programme d'action d'Istanbul.

Un certain nombre de points communs relie tous ces programmes. Tout d'abord, on observe une reconnaissance croissante de ce que la transformation structurelle opérée, les progrès enregistrés par rapport aux objectifs de développement durable (ODD), et les efforts déployés pour lutter contre le changement climatique reposent en partie sur l'autonomisation des autorités locales et des économies locales en vue de leur permettre de devenir les acteurs dynamiques d'une croissance inclusive, durable et résiliente. Deuxièmement, les pays les moins avancés, ainsi que d'autres pays vulnérables, requièrent un soutien ciblé pour être en mesure de tenir et de bénéficier de la promesse d'un avenir meilleur telle qu'annoncée dans ces accords. Troisièmement, il est largement admis que le monde a besoin de nouveaux modèles économiques et de financement qui mobilisent les ressources à la fois du secteur public et du secteur privé. Les moyens de mise en œuvre jouent un rôle si crucial qu'ils constituent le fondement du 17^e objectif de développement durable et de ses cibles connexes.

Les pays ne peuvent pas se contenter de poursuivre sur la lancée de ce qui a fonctionné par le passé : il est nécessaire de mettre en place de nouveaux modèles qui comportent une prise de risque informée, possèdent une capacité avérée à mobiliser des ressources publiques et privées nationales et internationales, et soient en mesure d'en finir avec l'exclusion. Les financements publics internationaux - à l'instar de l'aide publique au développement (APD) - restent essentiels à la réalisation des ODD, en particulier pour les pays où les besoins sont les plus importants et où la capacité à mobiliser des ressources est la plus faible, tels que les PMA. Mais ils ne pourront pas suffire. Par ailleurs, si le secteur privé joue un rôle indispensable dans la concrétisation des ODD, les défaillances du marché empêchent les investissements d'affluer de manière prévisible et suffisante jusqu'au « dernier kilomètre » aux niveaux infranational, périurbain, des ménages et des petites entreprises, où les ressources sont limitées et où les populations mal desservies sont confrontées à des difficultés sans commune mesure en matière de développement.

Dans ce contexte, et en vertu de son mandat de fourniture de capitaux et de son statut de mécanisme de soutien international en faveur des PMA, l'UNCDF s'efforce de changer cette dynamique et de mettre la finance au service des personnes et des communautés pauvres. Le présent rapport analyse certaines des réalisations concrétisées au cours des deux premières années de notre cadre stratégique 2014-2017, et explique comment nos programmes introduisent des modèles de financement qui illustrent la façon dont les ressources publiques - telles que l'APD ou le financement de la lutte contre le changement climatique - peuvent éliminer les risques inhérents à l'espace économique local et attirer environ dix fois plus de ressources publiques et privées, notamment à l'échelle nationale.

La Secrétaire exécutive de l'UNCDF, Judith Karl, lors de la signature de la charte Linking for Change Savings Charter à New York, en présence de représentants de Care International et de Barclays.
© UNCDF



L'UNCDF s'appuie sur 50 ans d'expérience. Nos modèles sont spécialement conçus pour accroître la portée des mécanismes de financement, des systèmes et des marchés financiers au-delà des limites qu'ils s'imposeraient sans la valeur de démonstration que nous apportons. Ils impliquent un ciblage des investissements vers les zones mal desservies au profit du développement d'infrastructures locales résilientes au changement climatique ; la mise au point de systèmes locaux de sécurité alimentaire et de chaînes de valeur locales ; et l'accessibilité des énergies renouvelables, ainsi que d'autres technologies de pointe accessibles pour les communautés, les petites entreprises et les ménages démunis. Ils supposent en outre la conception de produits d'inclusion financière qui renforcent la résilience des ménages et la planification financière ; l'utilisation des techniques numériques afin d'améliorer l'efficacité, la transparence et l'accès aux populations pauvres et isolées ; et un soutien à l'autonomisation économique des femmes - élément crucial de l'ensemble de nos travaux.

Le présent rapport explique comment nous innovons et mettons en œuvre de nouveaux modèles de financement dans les zones du « dernier kilomètre » des PMA, et comment nous générons une importante valeur ajoutée grâce aux ressources que nous sommes en mesure de mobiliser à l'aide de nos investissements ciblés en matière de capital de lancement et de notre assistance technique.

L'année 2016 marque le début de la mise en œuvre des ODD et l'examen à mi-parcours du Programme d'action d'Istanbul. Le moment est venu à présent d'intensifier nos efforts collectifs afin de répondre aux attentes fixées par les ODD, tout en veillant à ce que personne ne soit laissé de côté. Il importe donc plus que jamais

de soutenir les PMA dans leurs efforts afin de dégager des ressources publiques et privées plus conséquentes au profit de l'investissement local, ainsi qu'en faveur des familles pauvres et des petites entreprises. L'UNCDF est déterminée à atteindre cet objectif.

Je remercie nos nombreux partenaires : les gouvernements et les communautés des PMA avec lesquelles nous travaillons en étroite collaboration ; nos principaux donateurs, qui nous ont fourni les ressources nécessaires pour prendre des risques, innover et travailler au franchissement du « dernier kilomètre » ; nos donateurs secondaires, qui se sont engagés à investir dans nos stratégies et à déployer celles qui fonctionnent à grande échelle ; le PNUD, ainsi que d'autres organismes des Nations Unies ; et, enfin, les nombreuses alliances et associations internationales, nationales et régionales avec lesquelles nous collaborons à la coordination, à la conception, à la mise en œuvre et aux enseignements à tirer de nos interventions. En travaillant ensemble, je crois que nous pouvons générer des progrès considérables dans les PMA et au-delà à mesure que nous œuvrons en faveur d'une croissance inclusive et durable.

Judith Karl
Executive Secretary, UNCDF

UNCDF

EN BREF

QUI: L'UNCDF est l'organisme des Nations Unies chargé de l'investissement dans les 48 pays les moins avancés du monde. Dans le cadre de son mandat de fourniture de capitaux et d'instruments d'investissement, l'UNCDF offre des modèles de financement « au dernier kilomètre » permettant de débloquent les ressources publiques et privées, notamment au niveau national, afin de réduire la pauvreté et d'encourager le développement économique local.

QUOI: L'UNCDF s'appuie sur deux modèles de financement : l'inclusion financière, qui permet aux individus, aux ménages et aux petites entreprises de participer davantage à l'économie locale, en mettant à leur disposition les outils dont ils ont besoin pour sortir de la pauvreté et gérer leur situation financière ; et les investissements localisés – grâce à la décentralisation fiscale, au financement municipal novateur et au financement structuré de projets –, qui contribuent au financement public et privé sous-tendant la croissance économique locale et le développement durable.

COMMENT: En renforçant l'accessibilité financière des personnes pauvres au niveau des ménages, des petites entreprises et des infrastructures locales, l'UNCDF contribue à la réalisation de l'ODD 1, qui vise à éradiquer la pauvreté, et de l'ODD 17 qui porte sur les moyens de mise en œuvre. En identifiant les segments de marché dans lesquels les modèles de financement novateurs peuvent foncièrement faciliter le financement « au dernier kilomètre » et renforcer ainsi la lutte contre l'exclusion et les inégalités en matière d'accès, l'UNCDF contribue à la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable.

PREMIERE PARTIE:

OUVRIER LA VOIE AU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DURABLE A L'HORIZON 2030 : NOTRE CONTEXTE DE TRAVAIL



Le Système d'Analyse Financière et Institutionnelle des Collectivités (SAFIC) est un nouvel outil innovant de développement local actuellement en phase de lancement et de test en Papouasie-Nouvelle-Guinée ainsi que dans d'autres pays. L'UNCDF s'est associée à différents intervenants pour lancer ce projet. Le SAFIC complète la feuille de route nationale de gestion financière publique de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, ainsi que les efforts de consolidation de la paix à Bougainville, en favorisant le développement économique.
© UNCDF / Nasser AlQatami

L'année 2015 a été une année charnière pour le développement international. Elle a marqué l'expiration des Objectifs du Millénaire Pour le Développement (OMD) et l'adoption des Objectifs de Développement Durable (ODD) par les 193 États membres de l'Organisation des Nations Unies.

Ce fut l'année du **Programme d'action d'Addis-Abeba (PAAA)**, adopté lors de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui a défini un cadre pour le financement des nouveaux programmes de développement durable dans le monde. Le PAAA identifie les difficultés de développement particulières auxquelles se heurtent les pays les moins avancés (PMA), les pays en développement sans littoral (PDSL) et les petits États insulaires en développement (PEID).

Ce fut également l'année de la très attendue **Conférence des Nations Unies Sur le Climat (COP21)** à Paris lors de laquelle 195 nations ont accepté de lutter contre le changement climatique et de renforcer les initiatives et les investissements susceptibles d'orienter le monde vers un avenir à faible émission de carbone, résilient et durable.

Dans ce contexte, le travail de l'UNCDF en matière de déblocage de financements en faveur des familles pauvres, des petites entreprises et des régions mal desservies - afin de leur permettre d'accélérer leur croissance de façon inclusive et durable - revêt une importance et une urgence accrues.

4 PROGRAMMES, 1 MISSION:

DÉBLOQUER LES FINANCEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS AU PROFIT DES PAUVRES



L'objectif visant à garantir que la croissance soit équitable, durable, et ne laisse personne de côté sera au cœur de la réalisation des ODD. Les modèles de financement de l'UNCDF qui permettent de débloquent des ressources publiques et privées, notamment au niveau national, sont très pertinents pour le PAAA et les ODD. Ces derniers soulignent tous deux que le financement public international reste essentiel à la réalisation des ODD. Les ressources financières dont les PMA ont besoin pour atteindre les ODD et réussir leur transformation structurelle sont considérables. L'APD représente plus des deux tiers des financements extérieurs dont bénéficient les PMA, qui peuvent faire face à des contraintes majeures lorsqu'il s'agit de mobiliser d'autres ressources pour le développement et de les canaliser vers l'infrastructure sociale et économique ainsi que vers les investissements productifs. Pourtant, il est nécessaire de disposer de plusieurs sources de financement, notamment en provenance du secteur privé, et ces ressources doivent être coordonnées efficacement. Ces considérations essentielles sont évoquées dans l'Accord de Paris sur le changement climatique.

Cependant, les investissements ne circulent pas toujours de manière prévisible et suffisante jusqu'au « dernier kilomètre » des régions concernées dans les PMA, où les ressources sont rares et où les difficultés de développement pour les populations mal desservies sont les plus importantes. Certains investisseurs financiers ont des approches et des priorités différentes. C'est pourquoi la plupart des stratégies d'investissement dominantes à l'heure actuelle ne sont pas toujours bien adaptées au développement durable (notamment au niveau local et à l'extérieur des capitales) en raison d'un risque perçu comme élevé, du manque de compréhension ou de connaissance que les investisseurs ont d'un marché, ou d'inquiétudes liées à l'environnement réglementaire et aux difficultés de gestion.

Il est donc nécessaire de disposer de nouveaux modèles de financement et de partenariats public-privé qui atténuent les risques spécifiques à l'investissement, qui instaurent la confiance dans les économies locales, et qui stimulent un surcroît de financements issus du secteur privé et d'investissements nationaux là où les besoins liés au développement sont les plus importants. Cet aspect trouve une résonance particulière lorsqu'il s'agit de soutenir les autorités locales, les communautés, les entreprises et les régions des PMA où les obstacles à la croissance inclusive, en dehors des capitales, comprennent les éléments suivants : un niveau élevé de personnes en situation d'exclusion et privées de services bancaires ; de faibles niveaux d'infrastructure ; ainsi que des capitaux inactifs et improductifs.

1

LE PROGRAMME D'ACTION D'ADDIS-ABEBA

PRESENTATION: En juillet 2015, les États membres des Nations Unies ont accepté de réformer le système de financement mondial et de générer de nouveaux investissements afin de contribuer à faire face à une série de défis sociaux, environnementaux et économiques.

ROLE DE L'UNCDF: L'accroissement des financements publics et privés est essentiel à la réalisation des objectifs internationaux de développement. Les programmes de l'UNCDF permettent aux gouvernements d'accéder à des investissements publics et privés ainsi qu'à des ressources nationales à l'appui du développement inclusif, résilient et durable. L'UNCDF promeut des modèles de financement et de développement publics-privés, repoussant ainsi les limites traditionnelles de la finance. Pour ce faire, il:

- Fournit des subventions, des prêts et des garanties à la fois pour les investissements privés et publics; *et*
- Teste de nouveaux modèles financiers en utilisant l'APD comme moyen d'accéder à des sources de financement public et privé.

Les investissements de l'UNCDF permettent généralement d'obtenir un effet de levier dont le ratio est de 1 pour 10, voire de 1 pour 30 dans certains cas.

3

LE PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DURABLE A L'HORIZON 2030

PRESENTATION: Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est un programme universel et transformateur. Il comporte 17 Objectifs de développement durable (ODD), qui accordent une importance particulière à l'éradication de la pauvreté, à la réduction des inégalités et au renforcement de la durabilité. Il s'engage à *ne laisser personne de côté*, et à permettre à toutes les nations, tous les peuples, tous les segments de la société d'atteindre ces objectifs et cibles. Il appelle à atteindre les populations qui accusent le plus de retard. Les ODD adoptent une approche large et visent à obtenir un développement durable dans ses trois dimensions (économique, sociale et environnementale) d'une manière équilibrée et intégrée. L'importance accordée à l'intégration révèle combien il importe de veiller à ce que les interventions de développement soient à même de contribuer au progrès tout en poursuivant plusieurs objectifs différents.

ROLE DE L'UNCDF: La mission fondamentale de l'UNCDF est de mettre la finance au service des pauvres. Les modèles de financement de l'UNCDF sont appliqués dans des domaines thématiques où l'élimination des obstacles au financement à l'échelle locale peut avoir un effet de transformation pour les personnes et les communautés pauvres et exclues.

- En renforçant le fonctionnement de la finance pour les pauvres au niveau des ménages, des petites entreprises, et des infrastructures locales, l'UNCDF contribue à **l'ODD 1** sur l'éradication de la pauvreté et à **l'ODD 17** sur les moyens de mise en œuvre.
- En identifiant les segments de marché dans lesquels les modèles de financement novateurs sont susceptibles d'avoir un impact transformationnel pour aider à atteindre le « dernier kilomètre » et lutter ainsi contre les inégalités d'accès, l'UNCDF contribue à la réalisation de plusieurs ODD.

L'ACCORD DE PARIS CONCLU EN VERTU DE LA CONVENTION-CADRE DES NATIONS UNIES SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

2

PRESENTATION: En décembre 2015, 195 pays et l'Union européenne ont approuvé à l'unanimité un accord historique visant à lutter contre le changement climatique. L'Accord de Paris a pour objectif de renforcer la capacité mondiale à faire face aux conséquences du changement climatique et de limiter le réchauffement climatique à venir en prenant les mesures nécessaires à son maintien « bien au-dessous » de 2 degrés Celsius supplémentaires par rapport aux niveaux préindustriels.

ROLE DE L'UNCDF: L'accord reconnaît le rôle de l'échelon infranational dans le renforcement de la résilience au changement climatique. Les modèles de financement propres à l'UNCDF attirent des ressources et les canalisent au profit des villes secondaires et des zones périurbaines et rurales qui se trouvent en première ligne face au changement climatique. Cette redistribution des ressources aide les localités concernées à répondre aux exigences croissantes auxquelles elles sont confrontées en matière d'énergie propre, de transports en commun efficaces et d'infrastructures résilientes.



SUSTAINABLE DEVELOPMENT GOALS

17 GOALS TO TRANSFORM OUR WORLD

© UN Photo

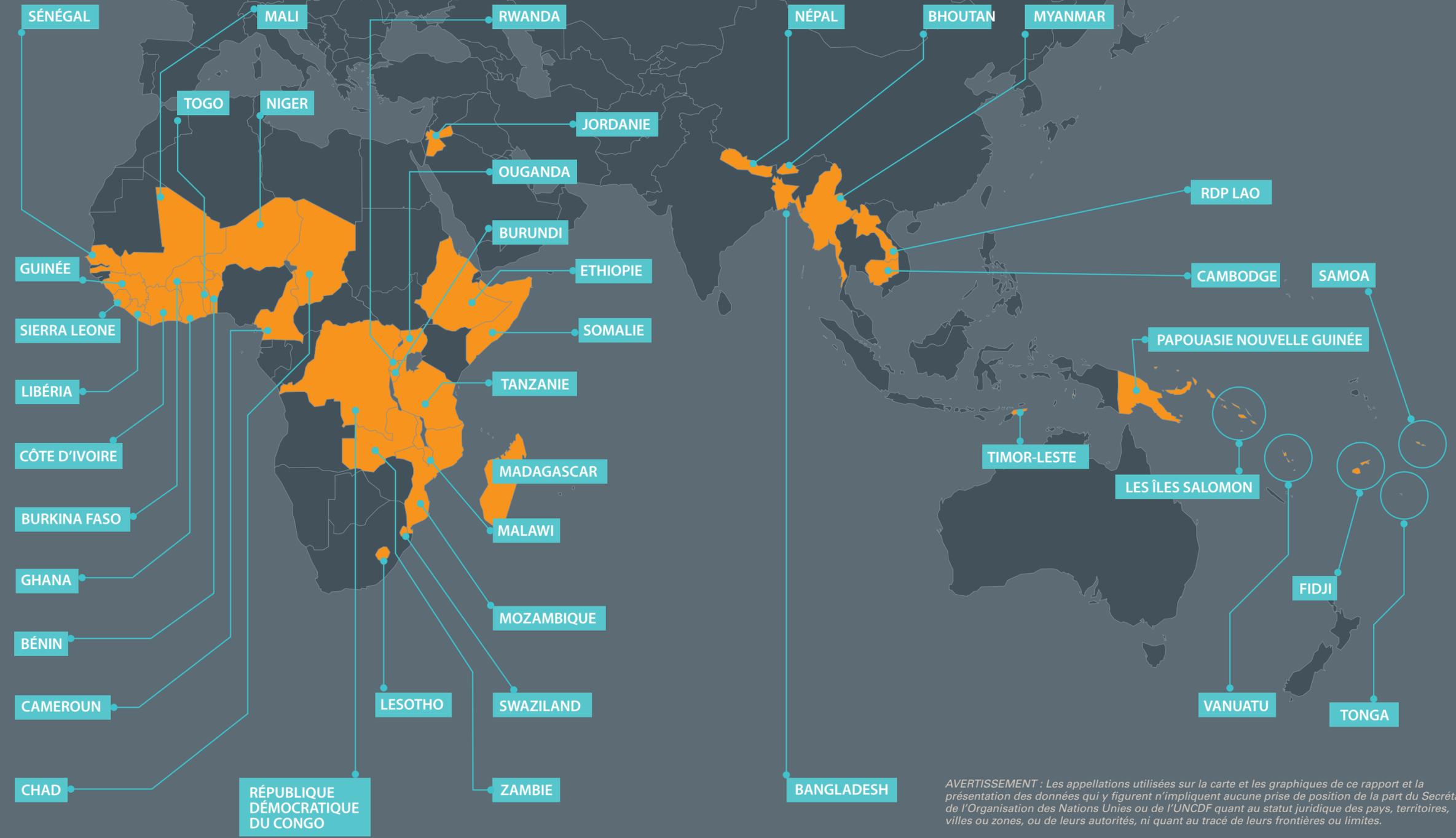
LE PROGRAMME D'ACTION D'ISTANBUL POUR LES PAYS LES MOINS AVANCÉS

PRESENTATION: en 2011, la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés a adopté la Déclaration d'Istanbul et le Programme d'action d'Istanbul pour la décennie 2011-2020 (PAI). Le PAI prévoit huit domaines d'action prioritaire visant à permettre à au moins la moitié des PMA du monde de sortir de cette catégorie d'ici 2020:

- capacité productive;
- agriculture;
- sécurité alimentaire et développement rural;
- commerce;
- produits de base;
- développement humain et social, crises diverses et autres défis émergents;
- mobilisation de ressources financières au profit du développement et du renforcement des capacités; et
- gouvernance à tous les niveaux.

ROLE DE L'UNCDF: Parce que l'UNCDF est l'agence d'investissement des Nations Unies pour les 48 pays les moins avancés du monde, le PAI vient étayer la stratégie de développement de l'UNCDF en vue d'aider les PMA à rejoindre les rangs des pays à revenu intermédiaire. En fait, le travail de l'UNCDF contribue à tous les domaines d'action prioritaires du PAI, à l'exception de ceux ayant trait au commerce et aux produits de base.

PAYS D'INTERVENTION
PRESENCE DE L'UNCDF EN 2015



AVERTISSEMENT : Les appellations utilisées sur la carte et les graphiques de ce rapport et la présentation des données qui y figurent n'impliquent aucune prise de position de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies ou de l'UNCDF quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

PAYS D'INTERVENTION

PAR DOMAINE DE COMPETENCE EN 2015

FINANCE INCLUSIVE

BÉNIN
BURKINA FASO
BURUNDI
CAMEROUN
TCHAD
RDC
ÉTHIOPIE
FIDJI
GHANA
COTE D'IVOIRE
JORDANIE
RDP LAO
LESOTHO
LIBÉRIA
MADAGASCAR
MALAWI
MOZAMBIQUE
MYANMAR
NÉPAL
NIGER
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE
RWANDA
SAMOA
SENEGAL
SIERRA LEONE
ILES SALOMON
SWAZILAND
TANZANIE
TOGO
TONGA
OUGANDA
VANUATU
ZAMBIE

DEVELOPPEMENT LOCAL

BANGLADESH
BÉNIN
BHOUTAN
BURKINA FASO
BURUNDI
CAMBODGE
RDC
ETHIOPIE
GUINEE
COTE D'IVOIRE
JORDANIE
RDP LAO
LESOTHO
MALI
MOZAMBIQUE
NEPAL
NIGER
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE
SENEGAL
SIERRA LEONE
SOMALIE
TANZANIE
TIMOR-LESTE

DEUXIEME PARTIE:

RESULTATS 2015 : DE L'INNOVATION AU DEPLOIEMENT A GRANDE ECHELLE

© UNCDF/Narendra Shrestha



GROS PLAN:

LES RESULTATS EN QUELQUES CHIFFRES

En 2015, l'UNCDF a effectué une évaluation à mi-parcours de ses travaux et des résultats obtenus, en mesurant ces derniers par rapport au Cadre stratégique de l'UNCDF pour 2014-2017.

PRINCIPAUX POINTS RESSORTANT DE L'EVALUATION A MI-PARCOURS

Aperçu des résultats

- Financement du développement local:
 - 1,077 autorités locales sont soutenues dans 21 pays.
 - Plus de 46 millions de dollars ont été prélevés sur les ressources nationales de Tanzanie grâce au soutien fourni par l'UNCDF en vue de débloquent des ressources au profit de projets d'infrastructures locales jugés prioritaires.
 - 3,137 investissements ont été réalisés dans les infrastructures entre 2014 et 2015 au profit d'une croissance durable et équitable.
 - Le Japon a décidé de porter le budget du « dispositif de subvention » local, expérimenté par l'UNCDF au Bangladesh, à près de 400 millions de dollars.
- Inclusion financière:
 - 101 prestataires de services financiers sont soutenus, permettant ainsi d'atteindre 6,5 millions de clients.
 - Les dépôts ont nettement augmenté, et 696 millions de dollars ont été mobilisés depuis 2013 (année de référence), démontrant la capacité d'une APD bien ciblée à catalyser les ressources nationales au profit du développement.
 - La **résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies**, qui souligne l'importance de l'inclusion financière devient l'outil fondamental de la réalisation de nombreux objectifs de développement essentiels inscrits dans les nouveaux ODD et le PAAA.

A Success Story: From Innovation to Scale

<http://ow.ly/4nb4Tk>

L'Assemblée Générale se félicite que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 comprenne plusieurs cibles relatives à la promotion de l'accès aux services financiers [...]; Se félicite également que le Programme d'action d'Addis-Abeba énonce, notamment, plusieurs politiques et actions visant à garantir que la promotion de l'accès aux services financiers [...]; Décide de prendre dûment en considération, s'il y a lieu, l'amélioration de l'accès aux services financiers dans le cadre du suivi et de l'examen du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et du processus de suivi de l'exécution du Programme d'action d'Addis-Abeba; Aux organismes compétents des Nations Unies, agissant dans les limites de leur mandat et de leurs moyens respectifs, de veiller à ce qu'aucun pays ne soit oublié lors de l'application de la présente résolution; [...]" (RÉSOLUTION DES NATIONS UNIES A/C.2/70/L.71)

Voici les faits marquants des travaux réalisés par l'UNCDF en 2015, qui démontrent comment l'organisation met à profit son expérience et son expertise en matière de financement du développement local et d'inclusion financière afin de relever de manière intégrée toute une série de défis liés au développement.

ECONOMIE VERTE

La croissance verte est tirée par les investissements publics et privés qui réduisent les émissions de carbone et la pollution, améliorent l'efficacité des ressources et de l'énergie, et empêchent la perte de biodiversité et de services écosystémiques. Ces investissements doivent être encouragés et soutenus par des dépenses publiques ciblées, des réformes politiques et des réglementations. Les PMA sont en passe de devenir des économies vertes grâce à leur développement sobre en carbone et à la richesse de leurs ressources naturelles. La transition vers une économie verte offre également la possibilité de relever de manière durable les difficultés que rencontrent les PMA en matière d'infrastructures.

Les modèles de financement de l'UNCDF contribuent à réduire la vulnérabilité des communautés locales au changement climatique et conduisent à l'utilisation durable des ressources naturelles. L'UNCDF est actuellement en train d'expérimenter et de consolider des modèles qui fournissent un mécanisme permettant de canaliser les financements de la lutte contre le changement climatique vers les autorités locales pour satisfaire leurs besoins en infrastructures et services résilients au changement climatique, et garantir aux populations pauvres non raccordées au réseau un accès décentralisé à l'énergie propre.

Qu'avons-nous accompli en 2015?

Le programme **CleanStart** de l'UNCDF soutient les consommateurs à faible revenu dans leur transition vers une énergie plus propre et plus efficace au moyen de différents modèles de financement. CleanStart est un programme mondial visant à aider au moins 2,5 millions de personnes à sortir de la « pauvreté énergétique » à l'horizon 2018. Le programme soutient le développement des politiques en faveur d'une énergie propre et propose un capital-risque et une assistance technique à des prestataires de services financiers et des entreprises énergétiques sélectionnés dans le cadre d'un processus concurrentiel. Les entreprises retenues développent et affinent ensuite des modèles de financement destinés aux consommateurs, qui peuvent être appliqués au niveau régional ou national.

Depuis 2014, CleanStart a facilité l'accès à plus de 50 400 solutions de technologies propres telles que des lanternes solaires et des systèmes individuels d'énergie solaire, des digesteurs de biogaz et des fourneaux propres. Parmi ces solutions, plus de 46 800 ont été mises en place au Népal, ce qui constitue une réalisation remarquable compte tenu de l'important tremblement de terre survenu en 2015. Dans le pays, les 510 000 dollars mobilisés par CleanStart au profit de quatre prestataires de services financiers ont permis de mettre à profit 6,5 millions de dollars de prêts alloués à des ménages individuels et des entreprises afin de financer ces solutions.

L'initiative de CleanStart «Energy Access Challenge» (menée conjointement avec le programme SHIFT) vise, d'ici fin 2017, à vendre des solutions d'énergie propre abordables et de haute qualité à plus de 178 000 consommateurs à faible revenu au Cambodge, au Myanmar et en Ouganda. Sa stratégie prévoit d'investir dans dix entreprises et d'offrir des financements basés sur un paiement à l'utilisation (PayGo). Cela peut être particulièrement important pour les femmes qui fournissent la majeure partie du travail domestique non rémunéré. Les entreprises participantes profitent pleinement des progrès technologiques des appareils intelligents, des paiements numériques et des analyses de données, tout en renforçant les capacités de distribution « jusqu'au dernier kilomètre ».

Le concept original de CleanStart était axé sur son partenariat avec des prestataires de services financiers uniquement. Bien que cela ait bien fonctionné au Népal, cela



Kyeyune Rashidah is a nurse. Past sunset, in her house in Kirugaluga, Uganda, she sells shoes and lights her small shop, set in her house, with solar lamps. The ability to charge users per night usage supports rural Ugandans in expanding their work hours and provides a reliable source of clean energy. © UNCDF/CleanStart

#UNCDFExpertsChat sur www.uncdf.org/uncdfexpertschat/renewableenergy

« L'accès à une énergie propre et fiable, à la fois pour l'éclairage et la cuisine, est une chose que nous prenons quotidiennement pour acquis. Cependant, des centaines de millions de personnes n'ont pas cette chance. Des millions de femmes, en Asie comme en Afrique, doivent marcher chaque jour pendant des heures pour ramasser du bois pour la cuisine. Des millions d'enfants doivent faire leurs devoirs, le soir, à la bougie ou à la lumière d'une lampe au kérosène. Ce sont des réalités que CleanStart veut changer ».

~Vincent Wierda, directeur du programme CleanStart, Bangkok, Thaïlande

Pour en savoir plus: www.uncdf.org/cleanstart
Twitter: @UNCDFCleanStart



© UNCDF/Narendra Shrestha

GROS PLAN

Au Népal, CleanStart s'est associé à un éventail diversifié de prestataires de services financiers. Par exemple, deux de ces prestataires fournissent un financement de gros à des intermédiaires de la microfinance de différentes tailles, y compris à l'une des plus grandes institutions de microfinance réglementées qui opère à l'échelle nationale au Népal, et à un certain nombre de petites institutions financières qui opèrent au niveau des districts. Un troisième partenaire, quant à lui, est un établissement de crédit de gros desservant plus de 380 coopératives agricoles, tandis que le quatrième, Jeevan Bikas Samaj (JBS), est une institution de microfinance de détail opérant dans sept districts de l'est du Népal. Cette diversité de partenaires permet d'obtenir une répartition géographique et une clientèle plus importantes, ainsi qu'un ensemble diversifié de modèles de financement.

JBS est parvenue avec succès à bâtir un solide portefeuille de clients dans l'est du Népal en fournissant un service à guichet unique à ceux qui lui achètent des produits à énergie solaire, et dont certains vivent sur les contreforts reculés de l'Himalaya. Entre début 2014 et juin 2015, plus de 8 000 clients ont acheté des technologies d'énergie propre non raccordées au réseau grâce à JBS. Le nombre de ses clients continue d'augmenter, et la plupart d'entre eux sont des femmes. JBS finance des produits à énergie solaire, des fourneaux propres et des digesteurs de biogaz.

n'a pas été une priorité pour les prestataires de services financiers d'autres pays, tels que l'Ouganda et le Cambodge. Un changement survenu dans l'environnement externe s'est peut-être avéré plus crucial encore – le lancement de M-KOPA au Kenya, où l'accès à l'énergie est assuré au moyen d'une solution de suivi et d'une plateforme de paiement mobile de type PayGo. Cela permet aux consommateurs de payer un prix unitaire journalier pour l'énergie consommée, qui est habituellement inférieur à un dollar, et au fil du temps, de finir par s'approprier le système. M-KOPA et d'autres ont démontré qu'une entreprise peut se développer à un rythme exponentiel en desservant les ménages « jusqu'au dernier kilomètre » ; en outre, ces sociétés de services énergétiques de type PayGo peuvent mesurer quand et combien d'énergie les consommateurs utilisent afin de prédire le comportement des clients.

En réponse à l'évolution du marché, **CleanStart réoriente son approche** afin de travailler non seulement avec des prestataires de services financiers, mais aussi avec des sociétés de services énergétiques en recourant à une combinaison innovante de prestations de services et de financements. Ce faisant, CleanStart montre



Le Mécanisme de financement de l'adaptation au niveau local (LoCAL) est le fonds mis en place par l'UNCDF pour l'investissement dans la résilience climatique au niveau local. Axé sur les pays les moins avancés, il canalise les financements de l'adaptation internationale vers les collectivités locales afin de les aider à investir dans le renforcement de la résilience des communautés. Dans la région du Mékong, au Cambodge, les subventions de ce fonds ont aidé les communautés à s'adapter au changement climatique et à faire face à l'intensité accrue des inondations.
© Cedric Jancloes

l'importance de la prise de risque, de l'apprentissage et de l'adaptation lorsqu'il renouvelle son approche d'un pays à un autre.

Le **Mécanisme de financement de l'adaptation au niveau local (LoCAL)** mis en place par l'UNCDF vise à aider les États à canaliser le financement de la stratégie d'adaptation au changement climatique mondial vers les collectivités locales. Cela permet à ces dernières de faire face à l'augmentation des coûts du renforcement de la résilience au changement climatique et aux catastrophes naturelles. Cela inclut un soutien à :

- La planification adaptative de l'utilisation des terres, la gestion de l'eau et l'évacuation des eaux usées;
- La mise en œuvre de réglementations relatives à la construction résistante;
- La rénovation des infrastructures pour les rendre plus résistantes;
- Le renforcement des routes et des ponts; et
- L'adaptation des systèmes agricoles aux effets du changement climatique.



© Cedric Jancloes

GROS PLAN

La communauté cambodgienne de Bourei Cholsa avait l'habitude de se retrouver isolée par les eaux lors de la saison des pluies. « Nous avons remarqué que les inondations empiraient, explique la conseillère locale Seng Sareth. Il était risqué d'accoucher en cette saison parce que les femmes ne pouvaient pas se rendre à l'hôpital. Les agriculteurs ne pouvaient pas aller au marché. La solution était de construire une nouvelle route, surélevée d'un demi-mètre au-dessus du terrain environnant. Maintenant, nous ne sommes plus inquiets. Nous avons un bien meilleur accès aux services quand nous en avons besoin », déclare Mme Sareth.

Au **Bhoutan**, 47 projets d'infrastructure ont été mis en œuvre grâce au programme LoCAL, notamment la construction de routes renforcées et de ponts surélevés, et la modernisation des systèmes d'approvisionnement en eau et d'évacuation des eaux usées. Ces projets ont directement bénéficié à 10 693 personnes dans les collectivités participantes et ont fourni des avantages indirects aux habitants des districts environnants en réduisant l'impact des inondations sur leur existence.



© Cedric Jancloes

En 2015, le conseil d'administration du programme LoCAL (composé des gouvernements participants) a convenu que LoCAL devrait devenir un mécanisme reconnu permettant aux collectivités locales d'accéder directement au **Fonds vert pour le climat**. Le Cambodge a entamé ce processus l'an dernier et vient d'achever l'« évaluation des lacunes » organisée par PricewaterhouseCoopers – ce qui constitue la première étape de son accréditation par le Fonds vert pour le climat. Une fois accrédité, le Cambodge sera en mesure d'élargir le mécanisme LoCAL à toutes les collectivités locales du pays. C'est l'effet de levier que l'UNCDF cherche à obtenir



LoCAL est régi par les PMA eux-mêmes et comprend un programme actif de partage des connaissances. Grâce au soutien apporté par l'UNCDF par le biais de ce mécanisme, des pays tels que le Cambodge et le Bhoutan ont obtenu pour leurs collectivités locales des financements en faveur de la lutte contre le changement climatique d'une valeur plus de 50 fois supérieure au capital de lancement initial de l'UNCDF, qui s'élevait à 1 million de dollars.
© Cedric Jancloes

par le biais d'un système de subventions basées sur les performances en termes d'adaptation aux changements climatiques, mis place par l'initiative LoCAL. L'Institut coréen de l'environnement apporte au programme LoCAL son expertise en matière de prévisions climatiques afin qu'il puisse vérifier que les investissements locaux correspondent bien aux derniers changements climatiques prévus. Le programme collabore avec le World Resources Institute afin de garantir que les financements en faveur de la lutte contre le changement climatique attribués aux collectivités locales renforcent, preuve à l'appui, la résilience et produisent des résultats pour les communautés vulnérables.

À ce jour, le mécanisme LoCAL a été mis en œuvre dans **11 pays** pour un total de **3,5 millions de dollars de subventions** versées à des collectivités locales qui représentent une population d'environ 10 millions de personnes. Ces pays sont sur la bonne voie pour obtenir un éventuel accès au Fonds vert pour le climat.

En outre, **LoCAL explore actuellement de nouvelles pistes en vue de mobiliser le secteur privé de manière systématique**. L'université de New York a entrepris une étude sur ce sujet au Cambodge. Le programme LoCAL et l'Initiative de financement local de l'UNCDF, qui a déjà débloqué 10 millions de dollars au profit de deux microcentrales hydroélectriques, évaluent actuellement de quelle manière le programme LoCAL pourrait contribuer à la liste de projets respectueux du climat que l'UNCDF est en train d'élaborer.

#UNCDFExpertChat
sur www.uncdf.org/uncdfexpertschat/climateresilience

«Alors que les autorités locales des PMA se retrouvent en première ligne face au changement climatique, il leur manque souvent les capacités et les ressources nécessaires pour exécuter leur mandat en matière de lutte contre le changement climatique».
~Fakri Karim,
Ldirecteur du programme LoCAL,
Bangkok, Thaïlande

Pour en savoir plus:
www.local-uncdf.org

SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITION

L'accès à la sécurité alimentaire et à la nutrition est un défi mondial majeur, en particulier dans les PMA. Sur le milliard de personnes qui souffrent de la faim dans le monde, environ les trois quarts vivent dans des zones rurales, d'économies basées sur l'agriculture, et ces populations sont les plus touchées par la croissance démographique et les défis environnementaux.

L'UNCDF œuvre en faveur de la sécurité alimentaire et d'une meilleure nutrition grâce à des approches territoriales et à des produits financiers qui renforcent les chaînes de valeur agricoles, atténuent les risques et maximisent l'impact local des investissements dans la sécurité alimentaire. Les modèles de financement de l'UNCDF créent un environnement plus durable pour aborder les problèmes de sécurité alimentaire dans les PMA en mettant en place les mesures suivantes:

- Renforcer les capacités locales à intégrer les questions de sécurité alimentaire dans la planification et la budgétisation;
- Fournir les instruments financiers nécessaires à la réalisation d'investissements qui renforcent la résilience locale aux chocs alimentaires; et
- Veiller à ce que la finance de l'agriculture parvienne jusqu'aux petits exploitants.

Qu'avons-nous accompli en 2015?

En 2015, l'UNCDF a lancé son initiative pour le financement de la sécurité alimentaire (Finance for Food, ou F4F). 3,6 millions de dollars ont d'ores et déjà été obtenus à

La commune rurale de Koréra-Kore, située dans le nord-est de Niore du Sahel, au Mali, dispose désormais d'une banque de céréales d'une capacité de stockage de 150 tonnes, ce qui permet à ses 4 000 habitants de stocker en toute sécurité leurs récoltes. Avec le soutien de l'UNCDF et le programme commun de soutien aux autorités locales (« Support to Local Authorities »), la commune est à présent en mesure de couvrir les besoins alimentaires de ses habitants pendant les périodes difficiles.
©UNCDF/Giulia Pivetti



«Tous les jours, je constate que les éleveurs ont besoin d'aide : la nutrition et la santé animale doivent être améliorées et leurs capacités en matière d'élevage, renforcées. Pendant la saison sèche, les animaux souffrent d'un déficit nutritionnel énorme et les agriculteurs réduisent les portions, aggravant encore ce manque. Nous devons les aider à maintenir leurs troupeaux en bonne santé. Il n'est pas rare de voir une famille dépenser 500 000 francs CFA en compléments nutritionnels pour tenter de sauver ses animaux à tout prix. Cela représente une fortune pour un éleveur local.»
– Dr. Alphonse Koulibaly, vétérinaire
© Stephanie Tailleux

titre d'investissement dans la sécurité alimentaire au Bénin, au Burundi, au Mali, au Mozambique et au Niger. Rien qu'au Mali, plus de 2 millions de dollars ont été investis dans des infrastructures destinées à améliorer la sécurité alimentaire, telles que des installations de stockage des céréales et des systèmes d'irrigation améliorés ; l'UNCDF aide également le gouvernement à placer la sécurité alimentaire au cœur de la planification et des budgets locaux.

L'UNCDF soutient également le financement de l'agriculture en vue d'atteindre les petits agriculteurs et les entreprises rurales. L'inclusion financière contribue à renforcer la sécurité alimentaire et à réduire la faim en aidant les agriculteurs à réduire les risques auxquels ils sont exposés grâce à des produits financiers adaptés leur permettant de mieux utiliser les nouveaux outils et technologies agricoles, et à investir de manière plus productive, ce qui aboutit à des rendements plus élevés ainsi qu'à de meilleurs revenus.

En Tanzanie, l'Initiative de financement local (IFL) aide les petits producteurs de manioc à accroître leurs rendements. Avec le soutien technique et financier de l'UNCDF, une entreprise locale de production d'amidon pilote la transformation et la commercialisation du manioc dans la région de Pwani depuis 2012. En ayant obtenu l'accès à une usine, aux nouvelles technologies ainsi qu'à un marché et à des prix garantis pour leur récolte, les agriculteurs pauvres qui cultivaient le manioc principalement à des fins alimentaires sont désormais en mesure de le commercialiser et d'en tirer un bénéfice.

En tout, un total de 517 petits exploitants agricoles et de 25 agriculteurs commerciaux obtiendront des contrats avec l'usine afin de produire et de vendre du manioc dans une région qui représente 10 % de la production de manioc en Tanzanie. Après avoir fait la démonstration de son modèle économique, l'usine espère attirer les investisseurs intéressés par la production d'amidon, laquelle présente un potentiel d'exportation considérable. Actuellement, seulement 30 % environ du manioc déraciné en Tanzanie est commercialisé.

Pour en savoir plus:
<http://f4f-uncdf.org>

Informez-vous:
www.uncdf.org/lfi
Twitter: @UNCDFLFI



© UNCDF LFI/Rob Beechey

GROS PLAN

«En 2012, j'ai été le premier à apporter du manioc à l'usine pour tester les nouvelles machines, explique Hamisi Mussa Kweri. Ce n'était certes qu'un essai, mais j'avais beaucoup d'espoir parce que je pouvais voir le potentiel des machines et les bénéfices que nous pourrions obtenir en vendant notre manioc à l'usine. Ces bénéfices me permettraient d'augmenter le nombre d'acres sur lesquels je travaille pour gagner encore plus d'argent, d'éduquer mes petits-enfants et de rénover ma maison.»

Kweri possède à présent 60 acres de terre et envisage d'acheter un vélo ou une moto pour ne plus avoir à traverser sa ferme à pied.

EMANCIPATION ECONOMIQUE DES FEMMES ET DES JEUNES

L'élimination des inégalités entre les sexes et l'autonomisation des femmes et des jeunes filles dans tous les aspects de la vie apportera une contribution essentielle à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'éradication de la pauvreté dans les PMA passe par l'amélioration de l'accès aux opportunités économiques et aux services financiers pour les jeunes, en mettant l'accent sur les jeunes femmes, les jeunes des zones rurales et les jeunes non scolarisés.

Les modèles de financement de l'UNCDF passent par l'autonomisation active des femmes et des jeunes. Ils répondent à la nécessité de disposer d'infrastructures et de services financiers personnalisés ainsi que d'autres services à destination des femmes, et de fournir aux jeunes des services financiers et des opportunités économiques leur permettant de mener une vie productive. Ils permettent également de lutter contre les obstacles structurels entravant l'accès des femmes aux activités économiques. Bien que les programmes de l'UNCDF se soient quelque temps concentrés sur les femmes en tant que bénéficiaires et clientes, ils poursuivent actuellement des approches plus multiformes visant les femmes en tant qu'employées et consommatrices participant activement à l'économie.

Qu'avons-nous accompli en 2015?

2015 a été une année charnière pour le programme **YouthStart** de l'UNCDF, avec l'achèvement du projet pilote régional, une évaluation finale positive, et l'approbation d'un programme mondial visant à élargir la portée des enseignements tirés du programme pilote et de l'évaluation.

YouthStart a triplé l'objectif initial du programme pilote, qui était de donner à 200 000 jeunes âgés de 12 à 24 ans un accès au financement. Le programme a donné à **plus de 600 000 jeunes de huit pays africains un accès à des services financiers et non financiers**. Ces jeunes clients – dont la moitié sont des femmes et des jeunes filles – disposent à présent de plus de 16 millions de dollars d'épargne. YouthStart a également permis à **80 000 jeunes entrepreneurs d'accéder à des prêts s'élevant à 11 millions de dollars**.

Pour en savoir plus:
www.uncdf.org/youthstart



© UNCDF/Karima Wardak

GROS PLAN

Francine Mukama, 20 ans, vit à Vunga, au Rwanda, où elle possède et exploite une petite cantine. Elle est l'une des 80 000 jeunes entrepreneurs qui ont pu contracter leur premier prêt commercial grâce à l'initiative YouthStart de l'UNCDF. Après l'ouverture d'un compte d'épargne auprès d'un prestataire local de services financiers, elle a suivi des cours d'éducation financière qui l'ont incitée à épargner suffisamment de fonds pour lancer un petit commerce de vente de thé et de porridge sur un marché local.

Après avoir suivi un autre atelier sur les bases de la gestion d'un prêt commercial, elle a décidé qu'elle était prête à accroître son activité. « Quand j'ai été prête à lancer ma cantine, UCU (un prestataire local de services financiers) m'a accompagnée dans cette démarche et a accepté de m'accorder un premier prêt de 200 000 RWD (300 dollars) parce que j'avais réussi à constituer une épargne, se souvient Mukama. J'ai utilisé ce prêt pour louer une petite maison et acheter des marchandises pour les vendre. »

Aujourd'hui, ses clients peuvent acheter du pain et du lait à sa cantine et y commander du porridge avec leur thé. Les recettes générées par son activité lui ont permis d'acheter un terrain où elle projette de lancer la production de cultures, dont elle cuisinera les produits avant de les vendre dans sa cantine. « Avant d'ouvrir mon compte d'épargne, je n'aurais jamais pensé être un jour en mesure d'acheter un terrain », explique-t-elle.

En 2011, lorsque l'institution de microfinance FINCA RDC a rejoint YouthStart en RZ, elle comptait neuf agences. Aujourd'hui, elle en compte plus de 300. La mise en place des points de service et la création d'un réseau d'agents ont été un facteur clé de la réussite de son expansion. Grâce au réseau de points de service, le nombre de jeunes clients a plus que triplé sur une période de six mois et les transactions sur les comptes des jeunes ont progressé de 480 %.

© FINCA DRC



Le programme de suivi YouthStart Global encouragera les prestataires de services financiers à s'associer à des prestataires d'enseignement technique et professionnel ainsi qu'à des acteurs économiques offrant les meilleures perspectives d'emploi des jeunes dans un pays particulier. Cet aspect a été intégré dans les diagnostics nationaux des écosystèmes de débouchés économiques pour les jeunes, d'ores et déjà réalisés dans sept pays.

Pour en savoir plus:
<http://www.pfip.org>
 Twitter: @UNCDFPFIP

En termes d'autonomisation économique des femmes, le **Programme du Pacifique pour l'accès aux services financiers** de l'UNCDF a utilisé des données recueillies sur demande pour le compte des services financiers des îles Fidji, Samoa et Salomon, afin d'élaborer une représentation complète des segments mal desservis dans chaque marché, et ventilée par zone géographique, par âge et par sexe. Ces études ont également ouvert la voie à d'autres recherches approfondies sur l'égalité des sexes en matière d'inclusion financière. L'autonomisation **économique des femmes constitue désormais** un résultat clé de la stratégie d'inclusion financière des îles Fidji, de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, et des îles Samoa et Salomon. Les études ont été intégrées dans les stratégies nationales d'inclusion financière que le programme a contribué à élaborer.

L'IFL a aidé un nombre croissant de communautés à préparer et à structurer des projets bancables visant à autonomiser les femmes. À titre d'exemple, on peut citer la radio communautaire d'Ileje que l'Initiative a mise en place dans le district d'Ileje, au sein de la région de Mbeya, en Tanzanie. Cette station de radio contribuera à améliorer les moyens d'existence des résidents locaux qui comptent principalement sur les activités agricoles pour assurer leur subsistance. Cet objectif sera atteint grâce à la diffusion des informations relatives aux techniques agricoles, aux conditions météorologiques et aux prix du marché. Cela permettra également d'autonomiser les femmes en leur permettant de participer activement aux discussions communautaires et de devenir des citoyennes dont la voix est entendue.

Au-delà de l'intégration de l'égalité des sexes dans tous ses programmes, l'UNCDF propose également des programmes spécifiquement conçus pour soutenir l'autonomisation économique des femmes.

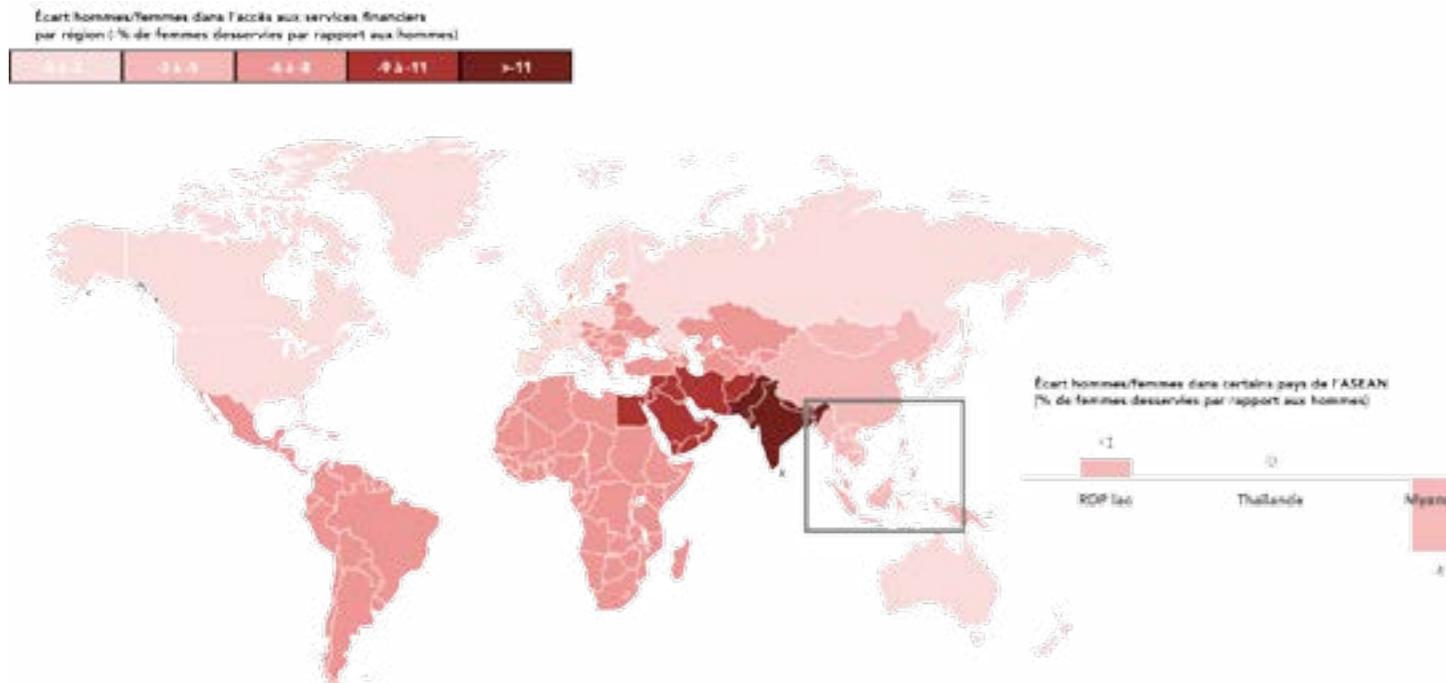


«En 2015, l'IFL a apporté un soutien technique et financier au district d'Ileje, situé dans la région de Mbeya, en Tanzanie, afin de mettre en place une station de radio communautaire. Grâce à l'amélioration de l'accès à l'information, la communauté agricole sera en mesure de prendre des décisions d'ordre économique plus éclairées et d'améliorer ainsi le rendement de ses cultures ainsi que ses moyens de subsistance. La station de radio contribuera également à promouvoir et à attirer l'attention sur les questions sociales clés, telles que l'égalité des sexes, la santé reproductive et la planification familiale, la prévention du VIH, l'autonomisation des groupes marginalisés, notamment les femmes, et la bonne gouvernance».

© UNCDF/Jacqueline Namfua

ÉCART HOMMES/FEMMES DANS L'ACCÈS AUX SERVICES FINANCIERS

(% DE FEMMES PAR RAPPORT AUX HOMMES)



#UNCDFExpertsChat sur www.uncdf.org/uncdfexpertschat/womenfinancialinclusion

«De 2011 à 2014, le nombre d'adultes ne disposant pas d'un compte bancaire officiel - les «non-bancarisés» - a chuté de 20 %, pour atteindre les 2 milliards.

Toutefois, il existe un écart important entre les hommes et les femmes en termes de détention de compte, d'épargne, de crédit, et de comportement de paiement ».

~Feisal Hussain, Conseiller Technique Régional Principal, SHIFT, Bangkok, Thaïlande.

Pour en savoir davantage:

<http://shift.uncdf.org>
Twitter: @UNCDFSHIFT

En 2015, l'UNCDF a commencé à mettre en œuvre son programme régional **Shaping Inclusive Finance Transformations (SHIFT)** dans plusieurs pays de l'ASEAN: **Cambodge, Myanmar, République démocratique populaire lao et Viet Nam.**

L'objectif du programme SHIFT est d'accélérer l'inclusion financière et la participation économique des femmes au sein de l'ASEAN. En 2020, SHIFT vise à assurer la transition réussie d'au moins six millions de personnes à faible revenu, micro-entrepreneurs et petites et moyennes entreprises, notamment les femmes et les jeunes, en les incitant à abandonner les mécanismes financiers informels au profit de services financiers plus formalisés.

En 2015, SHIFT a lancé son programme **Challenge Fund Facility** qui investit, conjointement avec le secteur privé, dans des projets en vue de tester et d'élargir la portée de modèles commerciaux innovants dans lesquels le secteur privé pourrait ne pas s'engager de lui-même en raison des risques perçus. Le premier volet du Challenge Fund, lancé en collaboration avec le programme CleanStart, a permis de financer cinq propositions innovantes visant à atteindre 75 000 personnes à faible revenu au sein de l'ASEAN.

SHIFT joue également un rôle de conseiller technique auprès du Groupe de travail sur l'inclusion financière de l'ASEAN, qui a été lancé avec succès à la mi-2015. Ce rôle consultatif lui permet de contacter directement les banques centrales et les régulateurs des États membres de l'ASEAN en vue d'obtenir des données et des informations destinées à éclairer les prises de décision.

En 2015, l'UNCDF a également contribué à développer l'accès, des femmes notamment, aux services financiers dans les zones rurales reculées grâce à son programme **MicroLead Expansion**.

Cette initiative phare de l'UNCDF a connu un développement significatif en 2015 alors que certains des nouveaux produits financiers élaborés par les prestataires financiers, qu'elle avait aidé à concevoir, commençaient à prendre de l'ampleur. Plus de **500 000 nouveaux clients répartis dans dix pays, dont 70 % de femmes**, ont accédé à des produits d'épargne via des canaux alternatifs et des moyens numériques grâce au soutien fourni par MicroLead. Plus d'un million de déposants supplémentaires, dont une majorité de femmes et de ruraux, auront été enregistrés d'ici fin 2016.

L'année 2015 a également vu le lancement du **programme de développement local équitable et inclusif (IELD)**, une initiative conjointe de l'UNCDF, du PNUD et d'ONU-Femmes. IELD aidera les gouvernements et le secteur privé à concevoir, planifier, mettre en œuvre et soutenir les investissements publics et privés locaux au niveau local, en portant une attention particulière au déblocage de capitaux nationaux pour l'autonomisation économique des femmes et l'entrepreneuriat. Le programme vise à débloquer des financements publics et privés afin de lutter contre les contraintes qui pèsent sur la participation des femmes à l'économie locale.

Il est prévu que le programme pilote sur cinq ans, qui a déjà été mis en œuvre au **Bangladesh** et en **Tanzanie**, s'étende à deux autres PMA en 2017.

Enfin, en 2015, l'UNCDF a commencé à travailler avec ONU-Femmes au lancement d'une nouvelle initiative, à savoir l'inclusion financière pour l'autonomisation économique des femmes **Financial Inclusion for Women's Economic Empowerment (FIWEE)**, visant à accroître la probabilité que les services financiers soient mieux adaptés aux rôles économiques des femmes ainsi qu'aux besoins y afférant. Le programme à venir repose les quatre piliers suivants : la recherche et les données, l'innovation dans la conception et la fourniture des produits, les questions d'ordre politique et réglementaire, et le renforcement des capacités. L'initiative FIWEE entamera sa phase de démarrage de 18 mois dans deux pays africains.

Les projets pilotes de MicroLead sont « pertinents et efficaces lorsqu'il s'agit de soutenir l'inclusion financière des clients ruraux à faible revenu des dix pays dans lesquels il est intervenu ». ~Évaluation à mi-parcours de MicroLead réalisée en 2015

#UNCDFExpertsChat sur www.uncdf.org/uncdfexpertschat/womeneconomicempowerment

«Je crois vraiment que la clé pour soutenir nos futures économies dépendra de notre capacité à investir aujourd'hui dans l'avenir des femmes.»

~ Mohammad Abbadi, Responsable du Programme de Financement du Développement Local, UNCDF, New York

Pour davantage d'information: www.uncdf.org/ield

Pour davantage d'information: www.uncdf.org/fiwee

INFRASTRUCTURES ET SERVICES

Les coûts de transaction élevés liés aux infrastructures inadaptées et inefficaces peuvent empêcher un pays de réaliser son plein potentiel de croissance. L'ODD 9 «bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation», tout comme l'ODD 11 «faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables», reconnaissent l'importance des infrastructures pour la réalisation des ODD. Les PMA souffrent d'un déficit d'infrastructures chronique qui est encore plus marqué dans les zones les plus reculées, telles que les villes secondaires et les zones rurales. L'UNCDF s'efforce de parvenir à attirer les ressources nationales privées afin de répondre aux besoins en investissements de ces localités qui, par rapport aux grandes villes, disposent d'un accès limité aux capitaux.

Les mécanismes de financement de l'UNCDF permettent de débloquer des investissements émanant principalement de ressources nationales publiques et privées, afin de financer des projets locaux d'infrastructures qui ont un fort impact sur le développement économique. Ces investissements répondent aux besoins des zones rurales et périurbaines, et des villes secondaires en fournissant un accès à de nombreuses sources de financement par le biais d'instruments tels que les partenariats public-privé, les financements de projets structurés, la décentralisation fiscale et les fonds municipaux.

Qu'avons-nous accompli en 2015?

En utilisant des capitaux de lancement et un soutien technique ciblés pour attirer des ressources privées telles que les banques nationales, l'IFL de l'UNCDF vise à combler l'écart important qui existe entre les besoins locaux en infrastructures et les fonds disponibles. En juin 2015, un programme que l'IFL a mené en Tanzanie s'est achevé, comme prévu, au bout de quatre ans ; entre autres réussites, l'expérience a démontré que l'APD, lorsqu'elle est utilisée de façon stratégique, peut permettre de débloquer des investissements nationaux au profit du développement local avec des ratios de 1 pour 10 ou plus.

Au total, 1,2 million de dollars ont été alloués à cinq projets de développement régional à titre de capital de lancement, permettant l'allocation de 52 millions de dollars de prêts issus du secteur privé national et de 3,6 millions de dollars de subventions. Ces projets comprennent, par exemple, la construction de centrales hydro-électriques, d'une usine de transformation de noix de cajou, et d'un nouveau terminal de bus.



© UNCDF/Giulia Pivetti

GROS PLAN

Grâce à l'IFL, les sœurs bénédictines du couvent Sainte-Gertrude d'Imiliwaha, situé dans le district tanzanien de Njombe, ont mis au point un projet d'énergie hydro-électrique qui étendra l'électrification rurale à plus de 5 600 personnes. Il permettra également de fournir de l'électricité supplémentaire à un hôpital, quatre dispensaires et 16 écoles.

Selon sœur Maria Veremunda, directrice du dispensaire, «nous serons en mesure d'obtenir des appareils de chauffage pour nos salles qui contribueront à réduire le nombre élevé de cas de pneumonie et d'être plus à même de gérer les accouchements de nuit et d'utiliser les machines de notre laboratoire».

Le gouvernement tanzanien est en train de créer une plateforme visant à faciliter la reproduction de l'approche adoptée par l'IFL dans les administrations locales et le secteur privé de tout le pays. Cette réussite, ainsi que la demande croissante pour des modèles de partenariat public-privé dans le financement du développement local, encourage vivement la reproduction de l'IFL dans d'autres pays, notamment le Bangladesh, le Bénin, l'Ouganda et la République démocratique populaire lao.

L'année 2015 a également vu le lancement du programme de l'UNCDF **Municipal Investment Financing (MIF)** qui vise à faciliter l'accès aux sources durables de financement en capital des collectivités locales qui luttent pour résoudre les problèmes liés à l'urbanisation rapide. Plus précisément, le programme permettra d'améliorer l'accès aux capitaux d'investissement nécessaires aux infrastructures et services urbains essentiels dans les villes des PMA d'Asie et d'Afrique, et contribuera à créer ou à améliorer les marchés financiers, les politiques et les pratiques liées au processus de financement du capital.

«Au cours des quatre dernières années, le programme [de l'IFL] a contribué à transformer les enjeux du développement économique local en opportunités économiques tant pour le secteur public que privé.»

~Kagyabukama E. Kiliba,
Secrétaire Permanent
Adjoint, Bureau du
Président, Administration
Régionale et Locale,
Tanzanie

INFRASTRUCTURES ET SERVICES

L'inclusion financière a été largement reconnue comme un facteur essentiel de réduction de la pauvreté et de croissance économique inclusive. Un accès élargi et responsable au financement permet en effet d'autonomiser les populations pauvres, et en particulier les femmes. On estime que deux milliards d'adultes en âge de travailler, dont plus de la moitié sont des femmes, sont exclus du système bancaire. L'innovation technologique ouvre des possibilités intéressantes d'accroissement à la fois de l'ampleur et de la portée de l'inclusion financière des pauvres.

Les modèles de financement « jusqu'au dernier kilomètre » de l'UNCDF aident les prestataires de **services financiers à étendre leur offre aux populations pauvres**, isolées et n'ayant pas ou peu accès au système bancaire qui sont exclues des réseaux financiers traditionnels. Dans le cadre de ce travail, l'UNCDF aide à fournir des services financiers numériques aux pauvres.

Qu'avons-nous accompli en 2015?

En 2014-2015, l'UNCDF a investi 24 millions de dollars auprès de 101 prestataires de services financiers afin d'étendre l'inclusion financière. Les nouveaux clients comptaient environ 660 000 déposants en **République démocratique du Congo (RDC)**, et 528 000 au **Niger**. Au total, les prestataires de services financiers ont atteint 6,5 millions de clients grâce à une gamme de produits financiers abordables et durables.



© UNDP/DRC

GROS PLAN

Depuis 2011, date du lancement du programme pour la RDC, le nombre de clients des institutions de microfinance a augmenté de 133 %. Il atteignait 1,9 million de personnes en 2015, dont la moitié étaient des femmes.

Maman Chantal vend de la farine et du charbon de bois dans la capitale, Kinshasa. Elle est membre d'un groupe coopératif d'épargne et de crédit appelé BOMOKO qui est soutenu par l'UNCDF et le PNUD.

«BOMOKO m'a aidée à mieux vivre malgré mes moyens limités», déclare Maman Chantal. «Ma petite activité nourrit ma famille et je peux offrir une éducation à mes enfants.»

L'Alliance Better Than Cash est un partenariat entre des gouvernements, entreprises et organisations internationales qui vise à accélérer la transition des paiements en espèces vers les paiements électroniques afin de réduire la pauvreté et de stimuler la croissance inclusive. Pour ce faire, l'Alliance s'appuie sur une combinaison d'activités de plaidoyer et de recherche et fournit un soutien essentiel à ses membres. L'UNCDF en assure le secrétariat.

En 2015, l'Alliance a fourni un appui technique et stratégique au Pérou pour le lancement de la première plateforme de paiement mobile au monde, qui soit interopérable, partagée et axée sur l'inclusion financière. Modelo Perú résulte d'une collaboration unique entre 34 institutions financières. Il implique le gouvernement et les entreprises de télécommunications d'un pays où plus de 70 % de la population est exclue du système financier. Ensemble, les institutions financières ont développé un programme de transferts et de paiements électroniques à faible coût connu sous le nom de Bim. La plateforme fonctionne avec toutes les grandes sociétés de télécommunications et tire parti des nombreuses infrastructures de services financiers existant dans le pays (agences bancaires, guichets automatiques et agents) pour bâtir un service de paiement mobile déployé à l'échelle nationale.

Pour davantage d'information:

www.betterthancash.org
Twitter: @BetterThan_Cash



Les marchands de la place centrale du district d'Andahuaylillas au Pérou testent la plateforme BIM en effectuant des transferts de fonds réciproques à l'aide de leurs téléphones mobiles. Le nouveau système bancaire mobile est conçu pour promouvoir l'inclusion financière.

© Better Than Cash Alliance/Jeffrey Bower

Lancé en février 2016, le programme Bim prévoit de donner accès aux paiements électroniques à cinq millions de Péruviens au cours des cinq prochaines années. Le gouvernement du Pérou a déjà remplacé deux programmes de transferts d'espèces conditionnels par des paiements électroniques, qui bénéficient ainsi à plus de 1 270 000 utilisateurs.

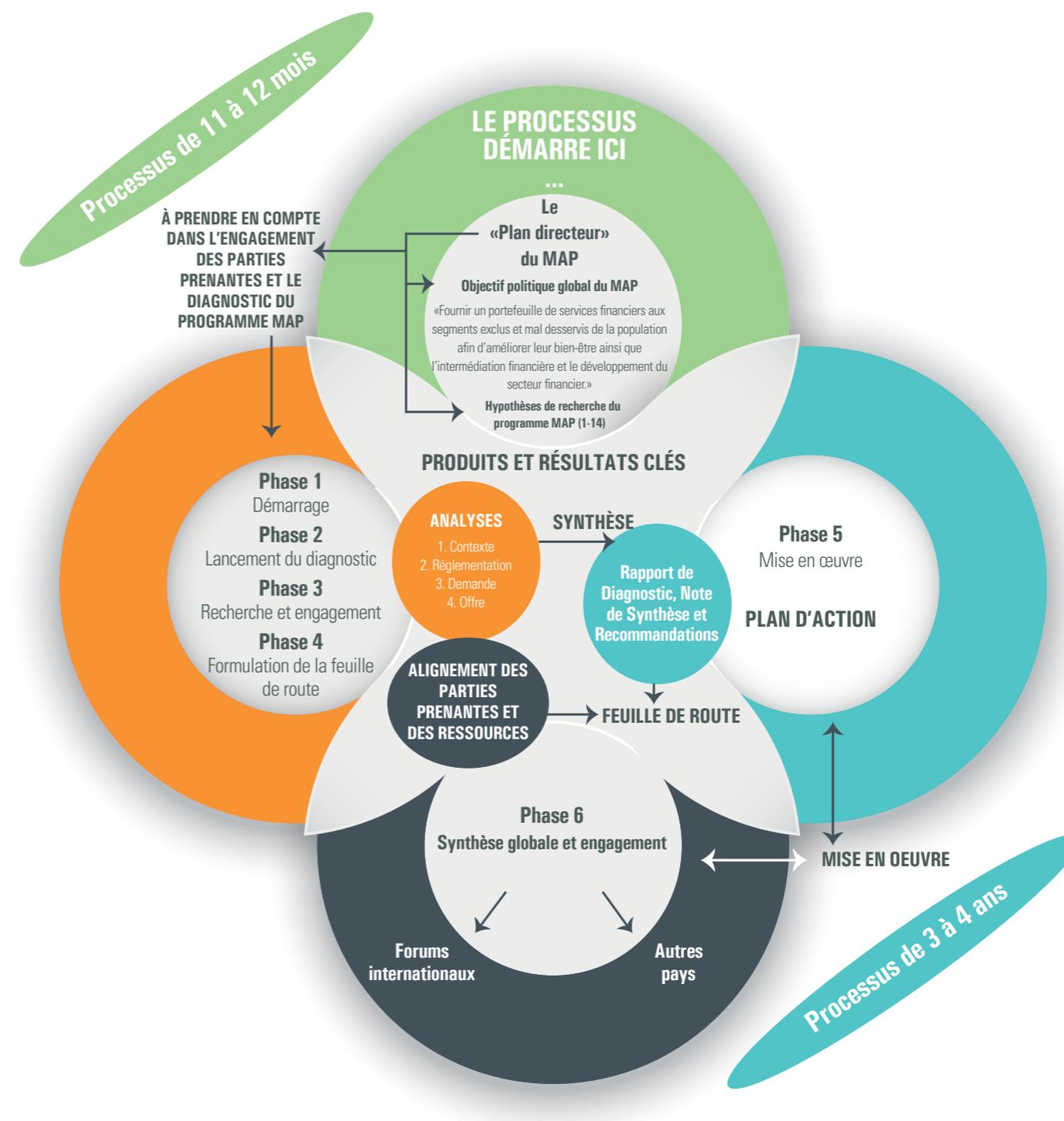
L'un des premiers tests pilotes que les experts de l'Alliance ont aidé à coordonner s'est déroulé à Andahuaylillas. À partir de leurs propres téléphones, les marchands de la place centrale ont pu s'inscrire et ouvrir un compte de paiement électronique (un compte bancaire simplifié) pour se transférer des fonds les uns aux autres. Avec l'aide de l'agent local de la banque concernée, ils ont pu déposer de l'argent sur leurs comptes mobiles et en retirer. Tout ceci a été réalisé à l'aide de simples systèmes de messagerie disponibles sur tous les téléphones, sans qu'il y ait besoin d'un smartphone ni même d'un forfait de données mobiles. Seuls des frais modiques ont été facturés, d'un montant nettement moins élevé que ceux requis par les sociétés de transfert de fonds. La plupart des personnes qui utilisent ce nouveau produit à Andahuaylillas avaient exclusivement eu recours à des espèces auparavant. Aujourd'hui, tout Péruvien muni d'un téléphone mobile et d'une carte d'identité nationale peut désormais accéder à des services financiers électroniques via l'une des 34 banques émettrices, quel que soit le réseau auquel il est connecté.

Le Pérou est l'un des 50 membres de l'Alliance Better Than Cash. Il travaille en étroite collaboration avec d'autres organisations internationales et est l'un des partenaires de mise en œuvre du Partenariat mondial du G20 pour l'inclusion financière.

Pour davantage d'information:
www.unCDF.org/map

En 2015, le programme **MAP (Making Access to Financial Services Possible)** de l'UNCDF a produit 12 diagnostics nationaux d'inclusion financière ventilés par sexe, zone géographique, revenu et autres données démographiques. Ce diagnostic a d'ores et déjà conduit à l'élaboration de cinq feuilles de route pour l'inclusion financière à l'échelle nationale. Les données obtenues constituent une base qui encourage l'investissement privé dans l'augmentation des taux et de la portée de l'inclusion financière dans ces pays.

À partir des données recueillies dans le cadre d'un diagnostic MAP sur les taux d'inclusion financière au **Myanmar** réalisé en 2013, une feuille de route pour l'inclusion financière a été élaborée puis officiellement adoptée et lancée par le gouvernement en avril 2015. L'UNCDF collabore avec le gouvernement en vue d'atteindre l'objectif de la feuille de route visant à permettre à 40 % de la population de bénéficier de produits financiers formels à l'horizon 2020, en accordant une attention particulière aux entreprises détenues et dirigées par des femmes, aux petites et moyennes entreprises, aux jeunes, et aux populations rurales pauvres.



#UNCDFExpertsChat
sur [www.uncdf.org/
uncdfexpertschat/
microlead](http://www.uncdf.org/uncdfexpertschat/microlead)

«Ce qui motive chacun des membres de l'équipe de MicroLead, c'est de pouvoir proposer des services bancaires directs à une femme sans instruction en zone rurale qui a peur d'entrer dans le local d'une banque, et d'assister ensuite à la transformation que ces services génèrent chez cette femme et sa famille.»

~ Pamela Eser,
Directrice du
programme
MicroLead, UNCDF,
New York

Travers le programme **MicroLead**, l'UNCDF collabore avec les institutions financières d'Afrique pour étendre les services d'épargne aux personnes exclues du système bancaire par le biais de canaux de distribution alternatifs tels que les téléphones mobiles et les points de service. Ainsi, la collecte d'épargne est devenue efficace et abordable à la fois pour les clients et les prestataires de services financiers eux-mêmes. En 2015, le programme **MicroLead**, atteignant sa maturité, a connu un développement considérable.

- Au **Malawi**, la banque commerciale NBS Bank a introduit un produit d'épargne: Pafupi Savings. Ce dernier a élargi l'accès à l'épargne pour les personnes à faible revenu dans les zones rurales, notamment pour les femmes qui étaient jusqu'alors exclues du système bancaire. Pafupi Savings est un compte d'épargne mobile qui élimine les obstacles auxquels sont confrontées les femmes en milieu rural en matière d'accès aux services financiers formels. Par exemple, les comptes d'épargne Pafupi ne comportent pas de frais mensuels et permettent aux femmes d'effectuer leurs opérations bancaires dans leur propre quartier, réduisant ainsi les coûts de transport et donc les coûts d'accès aux services financiers formels. Les comptes d'épargne Pafupi peuvent être ouverts directement par téléphone mobile et sans formalités administratives. Bank Pafupi propose des services de transaction par le biais de magasins locaux qui servent d'agents bancaires. Les agents et les clients des banques effectuent leurs transactions à partir d'un téléphone mobile ou d'un point de service.

En l'espace d'environ trois ans, l'institution tanzanienne de microfinancement Buusaa Gonofa est passée de zéro déposant à 67 000 épargnants, dont plus de 20 000 sont desservis par des services quotidiens de collecte à domicile effectués par des équipes utilisant des points de service.
© UNCDF/Ivana Damanjov



Après un test pilote de huit mois, la banque a déployé le produit d'épargne à l'échelle nationale en 2015. Au bout d'un an, plus de 37 000 clients en bénéficiaient, dont 31 % de femmes. Le ministre des Finances du Malawi a déclaré que toutes les banques du Malawi devraient suivre l'exemple de NBS.

- En Tanzanie, la Mwanga Community Bank fournit, avec le soutien de CARE, des services financiers à des groupes d'épargne informels par le biais de nouveaux produits conçus pour répondre à leurs besoins. MCB a conscience de l'importance de ce marché rural inexploité et de l'intérêt économique que représentent ces clients s'ils peuvent être atteints en groupes. MCB propose non seulement des services d'épargne, mais également un produit de prêt de groupe qui contribue à atténuer certaines des limitations affectant les groupes. Dans le cadre du programme MicroLead, MCB a mis en relation plus de 1 000 groupes d'épargne informels, dont la majeure partie est composée de petites exploitantes agricoles en zone rurale.

Le **programme Mobile Money for the Poor (MM4P)** intervient dans huit pays d'Asie et d'Afrique, où il soutient et sa coopère avec des banques, des opérateurs de réseaux mobiles et des régulateurs afin de les aider à atteindre des millions de clients supplémentaires actuellement exclus du système bancaire. Ce faisant, l'UNCDF espère prouver que ces services peuvent être proposés par le secteur privé dans les PMA de manière durable.

En **Ouganda**, MM4P collabore avec Kyagalanyi Coffee Ltd, un acheteur de café en vrac installé sur les flancs du mont Elgon, en vue de dématérialiser les paiements destinés à ses 12 000 agriculteurs. MM4P a fourni un financement initial ainsi que l'expertise nécessaire à la création d'un réseau de téléphonie, à l'introduction de technologies de paiement électroniques, au développement d'un réseau d'agents, et à la coopération avec les commerçants locaux afin de leur donner les moyens d'accepter les paiements mobiles des agriculteurs.

Le Programme du Pacifique pour l'accès aux services financiers (PFIP) de l'UNCDF a continué de soutenir l'innovation des prestataires de services financiers en matière de produits et de canaux de distribution pour atteindre les clients du marché de masse. Le principal objectif du PFIP est d'accélérer le parcours du client depuis son inscription jusqu'à son utilisation active du produit. Le PFIP 2 atteint désormais un total de 353 753 clients avec des partenaires tels que BIMA (microassurance), SPBD (microfinancements et prêts à l'équipement photovoltaïque) et World Vision (groupes d'épargne). En Papouasie-Nouvelle-Guinée, BIMA fournit des services d'assurance-vie et d'assurance-maladie à 213 536 personnes, dont la plupart n'avaient jamais contracté d'assurance auparavant. BIMA a en outre créé un canal de distribution et de paiement en partenariat avec Digicel, le principal fournisseur de réseau de téléphonie mobile. Les primes sont versées grâce à des microretenues prélevées sur le crédit téléphonique des clients.

Pour davantage
d'information:
www.uncdf.org/mm4p
Twitter: @UNCDFMM4P

Quels sont les enseignements à tirer de l'année 2015?

Les évaluations ont permis de constater que les programmes de l'UNCDF étaient tout à fait adaptés aux contextes nationaux dans lesquels ils intervenaient.

80% des clients ont indiqué que « leur vie avait changé » grâce à l'amélioration de leurs revenus et à une meilleure compréhension des modalités d'utilisation des services financiers, et l'UNCDF a « rempli son rôle de promoteur de l'inclusion financière des jeunes à l'échelle mondiale ».

- YouthStart Global, un programme récemment conçu par l'UNCDF, tiendra compte des recommandations des évaluateurs concernant le programme **pilote régional YouthStart**. Selon l'évaluation finale du programme pilote, près de 80 % des clients ont indiqué que « leur vie avait changé » grâce à l'amélioration de leurs revenus et à une meilleure compréhension des modalités d'utilisation des services financiers, et l'UNCDF a « rempli son rôle de promoteur de l'inclusion financière des jeunes à l'échelle mondiale ». Reconnaissant la pertinence, le caractère novateur et l'impact du programme YouthStart, les évaluateurs ont recommandé à l'UNCDF d'envisager, le cas échéant, des dispositions programmatiques plus holistiques impliquant non seulement les bénéficiaires directs, tels que les prestataires de services financiers, mais aussi d'autres acteurs de ce système susceptibles de contribuer à sa reproduction et sa montée en puissance. Le programme YouthStart Global encouragera les prestataires de services financiers à s'associer avec des prestataires d'enseignement technique et professionnel et avec des acteurs économiques qui affichent la plus grande promesse d'emploi des jeunes dans un pays particulier.
- Grâce à son programme **MAP (Making Access Possible)**, l'UNCDF découvre l'efficacité des approches fondées sur les données pour l'élaboration d'une vision commune et la mise en évidence des possibilités commerciales pour le secteur privé. Ces enseignements sont pris en compte dans la nouvelle génération de programmes d'inclusion financière de l'UNCDF.
- Un recul des transferts fiscaux effectués par les gouvernements centraux au profit des autorités locales a été observé dans certaines **collectivités locales soutenues par l'UNCDF**. Il est par conséquent nécessaire pour les PMA de diversifier leurs sources de financement. Cela suggère également que l'UNCDF doit accorder une plus grande importance à la recherche de financements émanant du secteur privé, en particulier au niveau national, afin de soutenir les investissements de capitaux locaux – une stratégie d'ores et déjà à l'œuvre.
- **L'Initiative de financement local (IFL)** a démontré la valeur du financement de projet structuré. Le programme a entrepris de prouver que les projets locaux d'infrastructures auxquels les autorités et les communautés locales accordent la priorité sont susceptibles d'attirer des fonds émanant principalement de capitaux nationaux, sous réserve que les défaillances actuelles du marché soient résolues. L'IFL a montré qu'en orientant une APD stratégiquement positionnée vers



Construction du projet Maguta - une petite centrale hydroélectrique d'une puissance de 2,4 MW située dans le district de Kilolo, dans la région d'Iringa, en Tanzanie. La nouvelle centrale fournira de l'électricité à plus de 3 000 ménages dans 16 villages. L'UNCDF a fourni un capital de lancement de 300 000 dollars et un soutien technique par le biais de son Initiative de financement local (IFL). © UNCDF/Jacqueline Namfua

l'élimination des risques et la structuration de projets locaux d'infrastructures, les financements pouvaient être exploités avec un ratio de levier d'au moins 1 pour 10 en faveur de la transformation économique. Ce faisant, le programme contribue à modifier le comportement des investisseurs et suscite l'intérêt pour le financement de projets de moindre envergure. Le succès rencontré par cette démarche se traduit par le fait que le gouvernement tanzanien a proposé d'institutionnaliser l'approche de l'IFL dans toutes les autorités locales afin d'assurer sa généralisation ainsi que sa pérennité.

- Un examen interne de la diversification de la base de financement de l'UNICEF a été effectué par le cadre de partenariat pour les ressources complémentaires flexibles financé par le gouvernement suédois (Cadre de partenariat pour les initiatives mondiales sur la croissance inclusive et le développement durable). Cet examen a confirmé la pertinence pour l'UNCDF et ses partenaires d'une approche de financement qui fournit un soutien ciblé, mais flexible aux nouveaux modèles financiers de l'UNCDF dans des domaines thématiques tels que les énergies renouvelables, l'adaptation au changement climatique, les services financiers mobiles pour les pauvres, et les infrastructures locales. L'UNCDF a tenu compte de ces enseignements lors de la conception de son nouveau volet de financement, le Fonds d'affectation pour le financement du dernier kilomètre, qui a été lancé en mars 2016.

Rapport final du PFIS:
<http://bit.ly/1WV1ZoP>

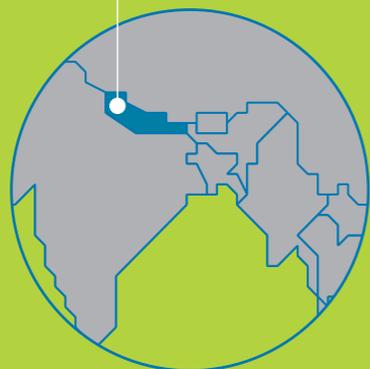
Qu'est-ce que le Fonds d'affectation pour le financement du dernier kilomètre?
Check it out at page 49

PRINCIPAUX RÉSULTATS SÉLECTIONNÉS EN 2015

ÉCONOMIE VERTE

ÉCONOMIE VERTE
Népal
46 800 bénéficiaires

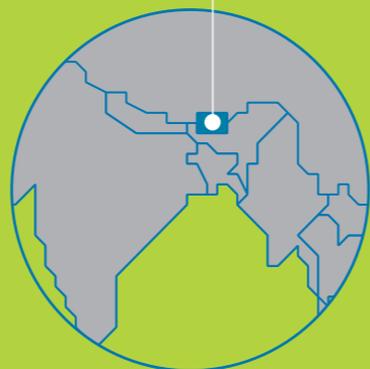
Depuis 2014, le programme CleanStart de l'UNCDF aide des personnes pauvres d'Asie et d'Afrique à acheter des produits d'énergie propre tels que des systèmes individuels d'énergie solaires, des digesteurs de biogaz et des fourneaux propres.



ÉCONOMIE VERTE

ÉCONOMIE VERTE
Bhoutan
10 000 bénéficiaires

En 2015, par le biais de son Mécanisme de financement de l'adaptation des modes de vie au climat local (LoCAL), l'UNCDF a mis en œuvre différents projets d'infrastructure, notamment la construction de routes consolidées et de ponts surélevés, la modernisation des systèmes d'approvisionnement en eau et d'évacuation des eaux usées, et la réduction de l'impact des futures inondations.



\$510 000

de financements CleanStart pour quatre prestataires de services financiers



\$6.5

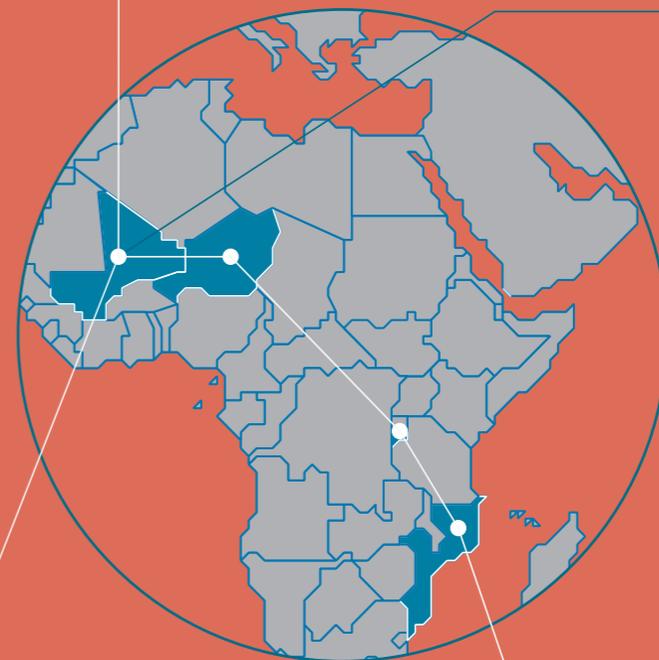
millions de dollars de prêts accordés à des ménages et des



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
Mali, Niger, Burundi, Mozambique

En 2015, l'UNCDF a lancé son programme de financement de la sécurité alimentaire (F4F). 3,6 millions de dollars US ont d'ores et déjà été obtenus à titre d'investissement pour la sécurité alimentaire au Bénin, au Burundi, au Mali, au Mozambique et au Niger.



Rien qu'au Mali, plus de
\$2 MILLIONS

de dollars ont été investis dans des infrastructures destinées à améliorer la sécurité alimentaire, telles que des installations de stockage des céréales et des systèmes d'irrigation améliorés.

\$3.6

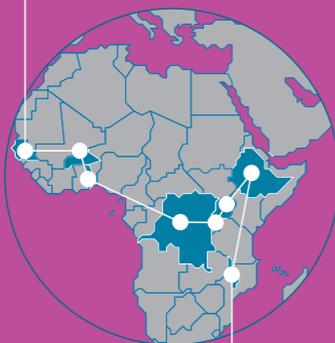
Millions de dollars d'investissements pour la sécurité alimentaire



AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES JEUNES

AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES JEUNES
Burkina Faso, Rép. Dém. du Congo, Éthiopie, Malawi, Rwanda, Sénégal, Togo et Ouganda

8 pays



600 000
Jeunes



50% de clients jeunes, dont la moitié sont des femmes et des jeunes filles

\$16

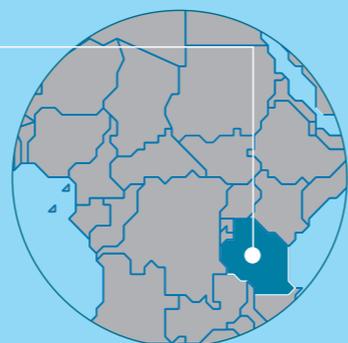
millions de dollars en épargne

Fin 2015, le programme de l'UNCDF YouthStart a triplé l'objectif initial du test pilote, qui était de donner à 200 000 jeunes âgés de 12 à 24 ans un accès au financement.

INFRASTRUCTURES ET SERVICES

INFRASTRUCTURES ET SERVICES
Tanzanie

Au total, les 1,2 million de dollars décaissés à titre de capital de lancement pour cinq projets de développement régionaux ont abouti à 52 millions de dollars de prêts du secteur privé national et à 3,6 millions de dollars de subventions.



\$52

Millions de dollars de prêts du secteur privé national

\$3,6

Millions de dollars de subventions



Ces projets comprennent, entre autres, des centrales hydroélectriques ; une usine de traitement de noix de cajou ; et un nouveau terminal de bus.

INCLUSION FINANCIÈRE ET INNOVATION

INCLUSION FINANCIÈRE ET INNOVATION
23 pays
24 millions de dollars
101 prestataires de services financiers

En 2015, le programme MicroLead de l'UNCDF a permis à de nouveaux clients, principalement des femmes, d'accéder à des produits d'épargne

10
pays

+ de 500,000
nouveaux clients

70%



70% de nouveaux clients sont des femmes



NOUVEAUX CLIENTS
Niger: 528 000 déposants
Rép. Dém. du Congo: 660 000 déposants

Au total, les prestataires de services financiers ont atteint

6.5 MILLIONS

De nouveaux clients avec une gamme de produits financiers abordables et durables.



En Peru 2015, l'Alliance Better Than Cash

a apporté son soutien à la première plateforme de paiement électronique véritablement interopérable, lancée en 2016

Plus d'
1.27 MILLIONS
d'utilisateurs atteints.

En 2015, le programme MAP (Making Access to Financial Services Possible) de l'UNCDF pour la facilitation de l'accès aux services financiers a produit

12

Diagnoses nationales d'inclusion financière

Les données obtenues constituent une base qui encourage l'investissement privé dans l'augmentation des taux et de la portée de l'inclusion financière dans ces pays.



5

feuilles de route nationales d'inclusion financière



TROISIEME PARTIE :
**PARTENAIRES ET
RESSOURCES**

© UN PHOTO



L'UNCDF fonctionne comme un petit fonds d'innovation qui tolère le risque et dont les programmes déploient un juste équilibre d'assistance technique et de capital de lancement servant de catalyseur en vue de créer des marchés viables et d'attirer d'autres investisseurs. Cela exige une approche pluriannuelle qui reconnaît que l'investissement dans l'innovation doit être soutenu afin de permettre la consolidation (en termes de politique et d'impact institutionnel) et le déploiement à grande échelle (en termes de reproduction et d'impact national).

L'UNCDF possède la capacité de catalyser et de mener des modèles de financement innovants jusqu'au « dernier kilomètre » dans les pays les moins avancés avec un éventail de partenaires anciens et nouveaux, mais uniquement si l'organisation dispose d'une base de ressources prévisibles pour soutenir son travail. Or, en 2015, les recettes totales de l'UNCDF s'élevaient à 58 millions de dollars, contre 88,3 millions de dollars en 2014.

«Les ressources de base de l'UNCDF d'hier ont permis de lancer les innovations que constituent les programmes phares d'aujourd'hui. Sans de solides ressources de base, l'UNCDF perd une marge d'innovation essentielle pour préparer les programmes phares de demain.»
~ Judith Karl,
Secrétaire exécutive de l'UNCDF

Les contributions de base ont continué de chuter en 2015, avec une baisse marquée de 16 millions de dollars en 2013 à 11,6 millions de dollars en 2015. Ce montant est bien inférieur aux 25 millions de dollars dont l'UNCDF a besoin pour intervenir dans 40 PMA.

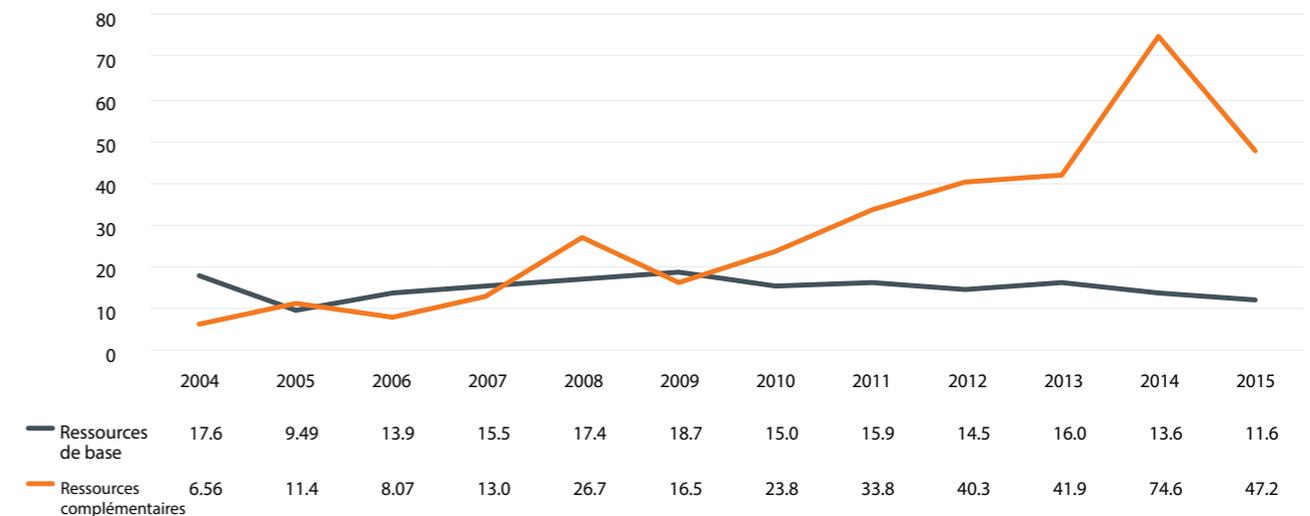
Les contributions complémentaires ont atteint un total de 47,2 millions de dollars en 2015, chutant de 37 % par rapport au niveau record de 74,6 millions de dollars atteint en 2014.

En 2015, les **principaux donateurs de base de l'UNCDF** ont été la Suisse, la Suède, la Belgique, le Luxembourg, les États-Unis, la Norvège, l'Australie, l'Autriche, le Liechtenstein et la Chine. Deux PMA, le Myanmar et la République démocratique populaire lao, ont soutenu l'UNCDF via des ressources de base. La Thaïlande est aussi un donateur de base du groupe G77.

Les **principaux donateurs généraux de l'UNCDF** étaient le Fonds d'affectation spéciale multidonateurs des Nations Unies, l'Australie, la Suède, la Commission européenne, la Belgique, la Suisse, la Fondation Bill & Melinda Gates, la Fondation MasterCard, les États-Unis, le Danemark et le Luxembourg.

EVOLUTION DES RECETTES DE L'UNCDF POUR LA PERIODE 2004-2015

en millions de dollars des États-Unis



GROS PLAN

DEFICIT DES RESSOURCES DE BASE

L'UNCDF fait face à un important déficit en ce qui concerne ses ressources de base. Les contributions de base ne servent pas seulement à financer les frais généraux, elles permettent à l'UNCDF de faire ce qu'elle fait de mieux : expérimenter, prendre des risques calculés, identifier et démontrer des réussites au niveau pilote, puis travailler avec les pays partenaires pour donner à ces réussites du projet pilote une dimension nationale ou régionale.

Les ressources de base d'aujourd'hui permettent de lancer les programmes phares de demain. Sans ressources de base, l'UNCDF ne pourra pas piloter et tester de nouveaux modèles innovants. Les ressources de base permettent également à l'UNCDF de maintenir une présence continue au niveau des pays pendant toute la durée d'un nouveau programme. Il a été démontré à maintes reprises qu'une période d'au moins 12 à 18 mois était essentielle pour non seulement développer un nouveau programme, mais aussi pour mettre au point les partenariats et les ressources financières nécessaires à la poursuite du programme à long terme.

Les donateurs de base sont appréciés pour leur propension à prendre des risques, à contribuer à la création de nouveaux modèles et à rechercher et tester des idées que les investisseurs institutionnels ne sont pas encore prêts à assumer. Les ressources de base de l'UNCDF permettent une optimisation des ressources en créant de nouveaux programmes nationaux avec des fonds de démarrage de 500 000 dollars qui, dans un délai de trois à cinq ans dans la plupart des pays, génèrent au moins dix fois ce montant sous la forme d'investissements privés et publics et de subventions.

RECETTES DE 2015

en dollars des États-Unis

PARTENAIRE	CORE	NON-CORE	JPO	TOTAL
1 FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE PLURIPARTENAIRES (MPTF)		8,942,729		8,942,729
2 AUSTRALIE	532,337	6,410,340		6,942,677
3 SUÈDE	2,923,423	2,871,282	166,530	5,961,235
4 COMMISSION EUROPÉENNE		5,303,748		5,303,748
5 BELGIQUE	2,120,891	2,816,243		4,937,134
6 SUISSE	3,092,784	1,524,390		4,617,174
7 FONDATION BILL & MELINDA GATES		4,600,000		4,600,000
8 FONDATION MASTERCARD		3,066,853		3,066,853
9 ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	900,000	1,638,000		2,538,000
10 DANEMARK		2,022,320	179,244	2,201,564
11 LUXEMBOURG	941,176	906,368	285,059	2,132,604
12 NORVÈGE	661,201	706,215		1,367,416
13 PMGF MYANMAR		1,305,551		1,305,551
14 PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD)		997,080		997,080
15 FONDATION CITI		500,000		500,000
16 MASTERCARD WORLDWIDE		500,000		500,000
17 FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE MODES DE SUBSISTANCE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE (LIFT) (UNOPS)		433,580		433,580
18 MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL DU ROYAUME-UNI		384,772		384,772
19 FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA)		347,090		347,090
20 AUTRICHE	326,797			326,797
21 ITALIE			252,780	252,780
22 LIECHTENSTEIN	73,324	102,625		175,949
23 CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION (UNCCD)		112,233		112,233
24 PAYS-BAS		34,000		34,000
25 CHINE	30,000			30,000
26 MYANMAR	4,016			4,016
27 THAÏLANDE	2,500			2,500
28 RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE LAO	1,500			1,500
Total	11,609,948	45,525,420	883,613	58,018,982

STRUCTURE DE FINANCEMENT EN QUATRE VOILETS DE L'UNCDF

1

RESSOURCES DE BASE

L'objectif de financement du Cadre stratégique 2014-2017 de l'UNCDF est de **25 MILLIONS DE DOLLARS par an**. Les ressources de base assurent le fonctionnement des programmes dans 40 PMA, fournissent un capital-risque initial pour les modèles économiques de financement local innovants, et créent des conditions permettant à l'APD d'obtenir un effet de levier de 1 pour 10 en faveur d'autres capitaux d'investissement public/privé.

2

RESSOURCES COMPLEMENTAIRES FLEXIBLES : FONDS D'AFFECTATION POUR LE FINANCEMENT AU DERNIER KILOMETRE

Les ressources complémentaires flexibles sont les ressources les plus souples qui permettent à l'UNCDF de répondre aux nouvelles demandes ou de bâtir de nouveaux espaces d'innovation dans les PMA où l'UNCDF n'est pas déjà présente ou dans lesquels les investisseurs sont les plus opposés à la prise de risque, comme c'est le cas dans les pays affectés par des crises.

Le Fonds d'affectation pour le financement du dernier kilomètre est structuré autour de **CINQ VOILETS THEMATIQUES** (Économie verte, Sécurité alimentaire et nutrition, Autonomisation économique des femmes et des jeunes, Infrastructures et Services et Inclusion financière et innovations) et **UN VOLET DE DEVELOPPEMENT DANS LES PAYS**.

Les cinq volets thématiques portent sur des questions de développement jugées essentielles à l'éradication de la pauvreté dans les PMA dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ils représentent des domaines dans lesquels l'UNCDF teste le concept de modèles réalistes de financement public/privé qui visent à lutter contre les obstacles à l'accès au « dernier kilomètre ». Ils reposent sur des partenariats déjà établis et/ou en cours d'évolution avec l'UNCDF, d'autres partenaires du système des Nations Unies, des banques internationales de développement, et l'ensemble des sphères publiques et privées. Les volets thématiques sont mis en œuvre par le biais des programmes mondiaux, régionaux et nationaux existants de l'UNCDF.

Pour en savoir plus www.uncdf.org/lmfft

3

RESSOURCES COMPLEMENTAIRES PRE-AFFECTEES

Les ressources complémentaires pré-affectées constituent actuellement la plus grande source de recettes annuelles de l'UNCDF, que les donateurs destinent à des **PROGRAMMES NATIONAUX OU THEMATIQUES** spécifiques. Elles assurent le financement des programmes nationaux et régionaux tels que le Programme du Pacifique pour l'accès aux services financiers (PFIP) et les programmes nationaux de la République centrafricaine et de la Somalie.

4

PLATEFORME D'INVESTISSEMENT DANS LES PMA

Grâce à des subventions, des subventions remboursables, des prêts et des garanties, la plateforme d'investissement dans les PMA fournit spécifiquement des **FINANCEMENTS DE LANCEMENT VISANT A REDUIRE LES RISQUES ET A « AMORCER LA POMPE »** afin de permettre aux investisseurs nationaux et étrangers de s'engager dans des initiatives locales qui échappent au radar des investisseurs institutionnels. Cette plateforme permet à l'UNCDF d'utiliser avec la plus grande flexibilité l'instrument de financement optimal pour chaque besoin commercial, de reproduire chaque modèle, et d'attirer les investissements nationaux et internationaux. L'objectif de financement de la plateforme est de 100 millions de dollars.

GROS PLAN

POURQUOI CONTRIBUER AU FONDS D'AFFECTATION POUR LE FINANCEMENT AU DERNIER KILOMETRE?

Avec un investissement ciblé, les partenaires peuvent obtenir une forte visibilité et catalyser la transformation économique locale dans un grand nombre de PMA, et peuvent également aider à mobiliser des ressources supplémentaires provenant de sources nationales et autres au profit de ces économies avec un effet de levier d'au moins 10 dollars pour chaque dollar investi.

Pour les partenaires financiers et apprenants, le Fonds d'affectation pour le financement du dernier kilomètre fournit un véhicule souple permettant de canaliser les ressources vers les priorités stratégiques partagées, et en mettant en commun les ressources avec d'autres partenaires intéressés, il assure un apprentissage au sein de la **communauté des acteurs du développement**.

Pour les partenaires disposant de véhicules à impact, de véhicules d'investissement ou d'autres véhicules de financement mixte, le partage des apprentissages soutenu par le Fonds d'affectation spéciale peut contribuer à révéler des options et des possibilités d'investissement supplémentaires, et à catalyser les partenariats grâce à un large éventail d'instruments de financement.

En termes d'efficacité, les contributions aux ressources de base et à ce Fonds **réduisent considérablement les coûts de transaction, de surveillance et de supervision** (par rapport au financement projet par projet) grâce à des consultations et rapports annuels consolidés concernant les priorités et les résultats obtenus.

L'Agence suédoise d'aide au développement international (Asdi) est le premier contributeur de ce nouveau Fonds d'affectation.

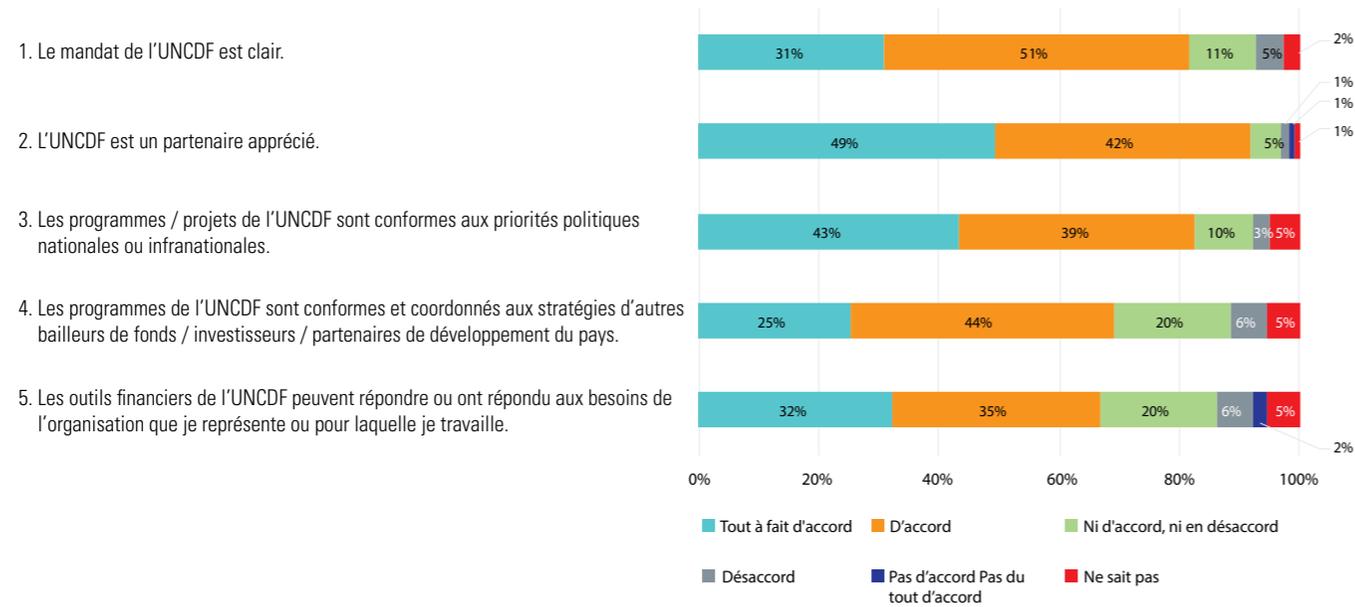
QUELLE OPINION NOS PARTENAIRES ONT-ILS DE NOUS?

Dans le cadre de ses efforts continus d'évaluation et d'amélioration de ses performances, l'UNCDF a réalisé en 2015 une enquête sur les perceptions de ses partenaires. L'objectif était d'en apprendre davantage sur leur expérience de travail avec l'UNCDF.

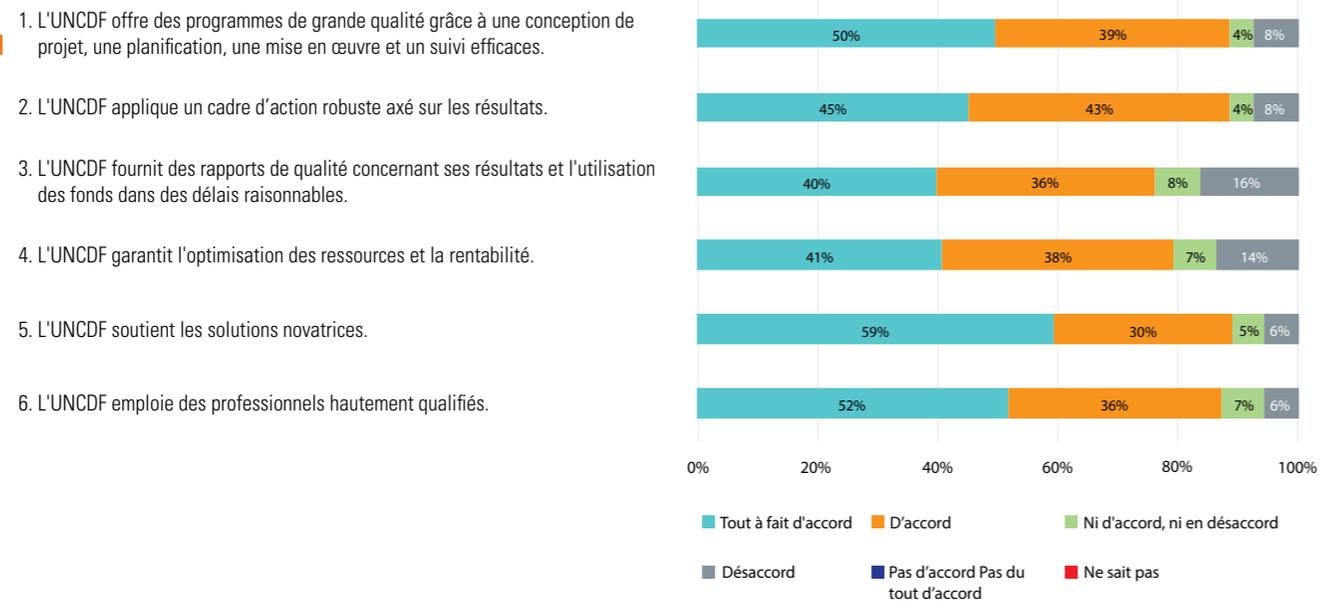
Dans l'ensemble, la majorité des répondants (67 à 92 %) ont identifié l'UNCDF comme étant un partenaire pertinent, 92 % d'entre eux percevant l'UNCDF comme étant un « partenaire privilégié ». L'alignement de l'UNCDF sur les priorités nationales ou infranationales est également considéré comme positif, 83 % des répondants se déclarant « fortement d'accord » ou « d'accord » avec cet avis.

Les résultats de l'enquête de perception des partenaires externes rendent compte d'une bonne performance, 76 à 89 % des répondants se déclarant « d'accord » ou « plutôt d'accord » avec le fait que l'UNCDF possède une grande capacité de gestion des projets, une solide aptitude au suivi, à l'évaluation et à l'établissement de rapports (bien que cela nécessite une amélioration) ainsi qu'en matière de rentabilité. L'UNCDF est également bien classée quant à sa capacité à soutenir des solutions novatrices et à employer du personnel hautement qualifié.

À quel point êtes-vous d'accord ou non avec les déclarations suivantes?



À votre avis, dans quelle mesure les déclarations suivantes décrivent-elles correctement l'UNCDF?



QUATRIEME PARTIE: REGARD SUR L'AVENIR DE L'UNCDF

*Dans la ville de Djouba au Soudan du Sud, un client de Finance South Sudan Limited, l'un des bénéficiaires de MicroLead, a pu accroître ses activités de confection et ses revenus grâce aux prêts obtenus.
© SSMDf/Jacob Kyallo*



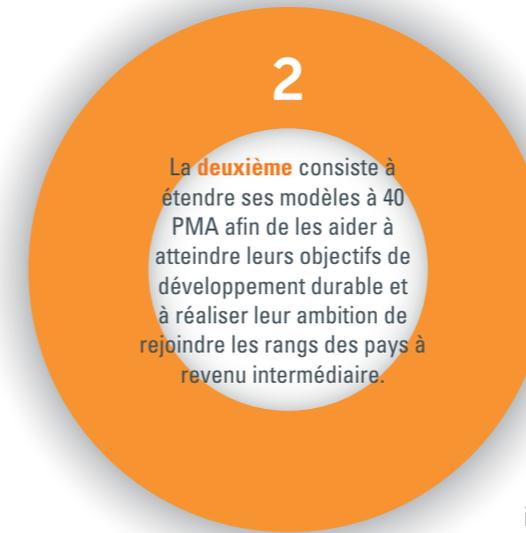
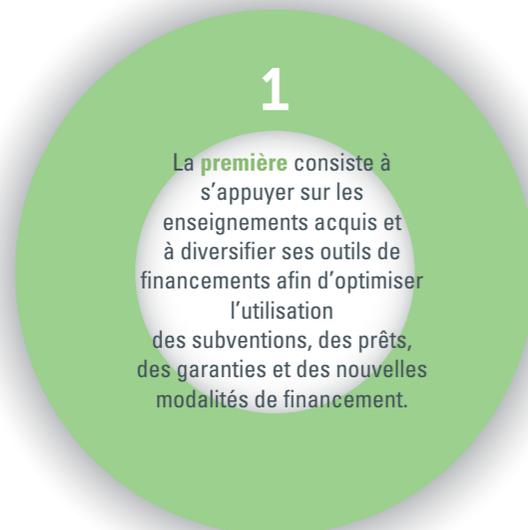
Les années à venir offrent des opportunités importantes pour les PMA. Elles marquent le début de la mise en œuvre des objectifs de développement durable ainsi que les cinq dernières années du Programme d'action d'Istanbul. Les PMA devront démontrer une véritable volonté politique et déployer des stratégies intelligentes pour réaliser leur ambition de rejoindre les rangs des pays à revenu intermédiaire et pour atteindre les objectifs de développement durable. Cela nécessitera un leadership national fort et continu ; un fervent soutien de la part des partenaires nationaux et internationaux ; une forte coopération Nord-Sud, Sud-Sud, et triangulaire ; et des ressources suffisantes.

Des partenariats public-privé puissants et des modèles de financement novateurs seront essentiels pour y parvenir. Le déploiement d'une APD permettant de débloquent les flux de ressources publiques et privées et de diminuer les risques pour les investisseurs peut contribuer à opérer une transformation dans les PMA, à réduire les inégalités et à bâtir des économies locales dynamiques et résilientes.

L'UNCDF est fière des travaux accomplis en ce sens. Ses investissements ont produit d'excellents résultats dans les PMA au cours des cinq premières années du Programme d'action d'Istanbul. Grâce à ses programmes de financement du développement local, elle autonomise les collectivités locales afin de répondre aux demandes pressantes auxquelles elles sont confrontées en termes d'énergie moderne, de transports publics efficaces, d'emploi, d'infrastructures résilientes au

changement climatique, et de services de base. Grâce à ses programmes d'inclusion financière, ses partenariats et modèles de financement innovants permettent d'étendre l'accessibilité des services financiers aux populations pauvres. Dans le prolongement du Programme d'action d'Addis-Abeba et du Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'UNCDF connaît une demande croissante de la part des PMA pour les innovations en matière de financement « au dernier kilomètre » dans ses domaines d'expertise, et pour les modèles qui intègrent la prise de risque informée et présentent une capacité avérée à mobiliser le public international et national ainsi que les ressources privées.

L'UNCDF A IDENTIFIE TROIS OPPORTUNITES CLES POUR L'AVENIR

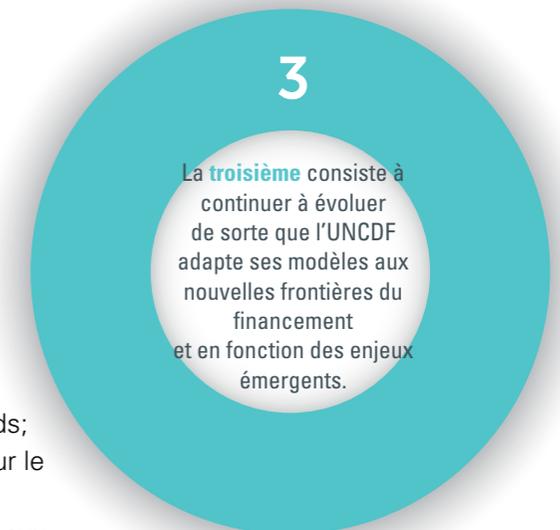


Pour l'avenir, l'UNCDF distingue au moins trois opportunités. La PREMIERE consiste à s'appuyer sur les enseignements acquis et à diversifier ses outils financiers afin d'optimiser l'utilisation des subventions, des prêts, des garanties et des nouvelles modalités de financement. La DEUXIEME consiste à étendre ses modèles à 40 PMA afin de les aider à atteindre leurs objectifs de développement durable et à réaliser leur ambition de rejoindre les rangs des pays à revenu intermédiaire.

La TROISIEME consiste à continuer à évoluer de sorte que l'UNCDF adapte ses modèles aux nouvelles frontières du financement et en fonction des enjeux émergents. Plus particulièrement, l'UNCDF continuera de soutenir l'innovation dans les domaines suivants:

- Renforcer l'inclusion financière pour les jeunes;
- Élargir les services financiers numériques et l'accès à la microassurance;
- Aider les clients pauvres à accéder aux nouvelles technologies qui améliorent leurs moyens d'existence et leur bien-être général;
- Faciliter et réduire les coûts d'envoi et de réception de fonds;
- Créer et mobiliser de nouvelles formes de financement pour le nouveau programme urbain;
- Appliquer de nouvelles solutions financières pour répondre aux risques liés au changement climatique et à la vulnérabilité dans les zones rurales et périurbaines.

Afin d'exploiter toutes ces opportunités, il est essentiel que les partenaires financent entièrement les ressources de base nécessaires à l'action de l'UNCDF. Une capitalisation adéquate pourrait permettre à l'UNCDF d'être présente dans 40 PMA pour les aider à débloquent des quantités toujours plus importantes de ressources publiques et privées au niveau local, et à réaliser ainsi leurs objectifs de développement durable ainsi que leur ambition de rejoindre les rangs des pays à revenu intermédiaire avec des niveaux plus élevés d'égalité et de durabilité.







**Unlocking Public and Private
Finance for the Poor**

UN Capital Development Fund

Two United Nations Plaza
New York, NY 10017

 +1 212 906 6565
 +1 212 906 6479

 www.uncdf.org
 info@uncdf.org
 @UNCDF #LDCsForward
#FinancialInclusion #LocalDev
 @UNCDF